

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2007 — 2342

[C — 2007/15025]

15 FEVRIER 2007. — Loi relative à l'adhésion de la Belgique au Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, fait à Londres le 11 novembre 1988 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Le Roi est autorisé à adhérer au Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, fait à Londres le 11 novembre 1988, lequel sortira son plein et entier effet.

Les amendements au Protocole de 1988 qui sont adoptés sur la base de l'article VI du Protocole de 1988, sans que la Belgique ne s'oppose à leur adoption, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
K. DE GUCHTLe Ministre de la Mobilité,
R. LANDUYT

Scellé du sceau de l'Etat :

La ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) *Session 2005-2006 et 2006-2007.*

Sénat.

Documents. — Projet de loi déposé le 28 septembre 2006, n° 3-1846/1. — Rapport, n° 3 - 1846/2.

Annales parlementaires. — Discussion, séance du 14 décembre 2006. — Vote, séance du 14 décembre 2006.

Chambre.

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 51-2813/1. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 51 - 2813/2.

Annales parlementaires. — Discussion, séance du 18 janvier 2007. — Vote, séance du 18 janvier 2007.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2007 — 2342

[C — 2007/15025]

15 FEBRUARI 2007. — Wet betreffende de toetreding van België tot het Protocol van 1988 aangaande het Internationaal Verdrag van 1974 voor de beveiliging van mensenlevens op zee, gedaan te Londen op 11 november 1988 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. De Koning wordt gemachtigd toe te treden tot het Protocol van 1988 aangaande het Internationaal Verdrag van 1974 voor de beveiliging van mensenlevens op zee, gedaan te Londen op 11 november 1988, dat volkomen gevolg zal hebben.

De wijzigingen van het Protocol van 1988 die op basis van artikel VI van het Protocol van 1988 aangenomen worden, zonder dat België zich tegen de aanneming ervan verzet, zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 februari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
K. DE GUCHTDe Minister van Mobiliteit,
R. LANDUYT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) *Zitting 2005-2006 en 2006-2007.*

Senaat.

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 28 september 2006, nr. 3-1846/1. — Verslag, nr. 3 - 1846/2.

Parlementaire handelingen. — Bespreking, vergadering van 14 december 2006. — Stemming, vergadering van 14 december 2006.

Kamer.

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat nr. 51-2813/1. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 51 - 2813/2.

Parlementaire handelingen. — Bespreking, vergadering van 18 januari 2007. — Stemming, vergadering van 18 januari 2007.

PROTOCOLE de 1988 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer

LES PARTIES AU PRESENT PROTOCOLE,

ETANT PARTIES à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, faite à Londres le 1^{er} novembre 1974,

RECONNAISSANT qu'il est nécessaire d'introduire dans la convention susmentionnée des dispositions en matière de visites et de délivrance des certificats qui soient harmonisées avec les dispositions correspondantes d'autres instruments internationaux,

ESTIMANT que le meilleur moyen de faire face à cette nécessité est de conclure un protocole relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Obligations générales

1. Les Parties au présent Protocole s'engagent à donner effet aux dispositions du présent Protocole et de son Annexe, qui fait partie intégrante du présent Protocole. Toute référence au présent Protocole constitue en même temps une référence à son Annexe.

2. Les dispositions de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée, (ci-après dénommée « la Convention ») s'appliquent entre les Parties au présent Protocole sous réserve des modifications et adjonctions énoncées dans le présent Protocole.

3. Les Parties au présent Protocole appliquent aux navires autorisés à battre le pavillon d'un Etat qui n'est pas Partie à la Convention et au présent Protocole les prescriptions de la Convention et du présent Protocole dans la mesure où cela est nécessaire pour ne pas faire bénéficier ces navires de conditions plus favorables.

ARTICLE II

Traités antérieurs

1. Le Présent Protocole remplace et abroge le Protocole de 1978 relatif à la convention entre les Parties au présent protocole.

2. Nonobstant toutes autres dispositions du présent Protocole, tout certificat délivré en vertu et en conformité des dispositions de la Convention et tout supplément à un tel certificat délivré en vertu et en conformité des dispositions du Protocole de 1978 relatif à la Convention, qui est en cours de validité au moment où le présent Protocole entre en vigueur à l'égard de la Partie qui a délivré le certificat ou supplément, reste valable jusqu'à ce qu'il expire aux termes de la Convention ou du Protocole de 1978 relatif à la Convention, suivant le cas.

3. Une Partie au présent Protocole ne doit pas délivrer de certificat en application et en conformité des prescriptions de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle qu'adoptée le 1^{er} novembre 1974.

ARTICLE III

Communication de renseignements

Les Parties au présent Protocole s'engagent à communiquer au Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale (ci-après dénommée « l'Organisation ») et à déposer auprès de lui :

(a) le texte des lois, décrets, ordonnances, règlements et autres instruments qui ont été promulgués sur les différentes questions qui entrent dans le champ d'application du présent Protocole;

(b) une liste des inspecteurs désignés ou des organismes reconnus qui sont autorisés à agir en leur nom dans l'application des mesures concernant la sauvegarde de la vie humaine en mer, en vue de sa diffusion aux Parties qui la porteront à la connaissance de leurs fonctionnaires, et une description des responsabilités spécifiques confiées aux inspecteurs désignés ou aux organismes reconnus et des conditions de l'autorisation ainsi accordée; et

(c) un nombre suffisant des modèles des certificats délivrés par elles conformément aux dispositions du présent Protocole.

ARTICLE IV

Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature, au Siège de l'Organisation, du 1^{er} mars 1989 au 28 février 1990 et reste ensuite ouvert à l'adhésion. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, les Etats peuvent exprimer leur consentement à être liés par le présent Protocole par :

(a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou

(b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

(c) adhésion.

2. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

3. Le présent Protocole ne peut faire l'objet d'une signature sans réserve, d'une ratification, d'une acceptation, d'une approbation ou d'une adhésion que de la part des Etats qui ont signé sans réserve, ratifié, accepté ou approuvé la Convention ou qui y ont adhéré.

ARTICLE V

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entre en vigueur douze mois après la date à laquelle les deux conditions suivantes sont réunies :

(a) au moins quinze Etats dont les flottes marchandes représentent au total au moins 50 % du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce ont exprimé leur consentement à être liés par ce protocole conformément aux dispositions de l'article IV, et

(b) les conditions d'entrée en vigueur du Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge sont remplies, sous réserve que le présent Protocole n'entre pas en vigueur avant le 1^{er} février 1992.

2. A l'égard des Etats qui ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation d'approbation ou d'adhésion relatif au présent Protocole après que les conditions de son entrée en vigueur ont été réunies mais avant la date de son entrée en vigueur, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion prennent effet à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ou trois mois après la date de dépôt de l'instrument, si cette date est postérieure.

3. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole prend effet trois mois après la date du dépôt.

4. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date à laquelle un amendement au présent Protocole est réputé avoir été accepté conformément à l'article VI s'applique au Protocole sous sa forme modifiée.

ARTICLE VI

Amendements

Les procédures énoncées à l'article VIII de la Convention s'appliquent aux amendements au présent Protocole, étant entendu que :

(a) les références de cet article à la Convention et aux Gouvernements contractants s'entendent respectivement comme des références aux présent Protocole et aux Parties au présent Protocole;

(b) les amendements aux articles et à l'Annexe du présent Protocole sont adoptés et mis en vigueur conformément à la procédure applicable aux amendements aux articles de la Convention ou au chapitre I de l'Annexe de la Convention; et

(c) les amendements à l'appendice de l'Annexe du présent Protocole peuvent être adoptés et mis en vigueur conformément à la procédure applicable aux amendements à l'Annexe de la Convention, à l'exception du chapitre I.

ARTICLE VII

Dénonciation

1. Le présent Protocole peut être dénoncé par l'une quelconque des Parties à tout moment après l'expiration d'une période de cinq ans à compter de la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur pour cette Partie.

2. La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

3. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation en a reçu notification, ou à l'expiration de telle autre période plus longue spécifiée dans l'instrument de dénonciation.

4. Toute dénonciation de la Convention par une Partie constitue une dénonciation du présent Protocole par cette Partie. Une telle dénonciation prend effet à la date à laquelle la dénonciation de la Convention prend effet conformément à l'article XI (c) de la Convention.

ARTICLE VIII

Dépositaire

1. Le présent Protocole est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation (dénommé ci-après « le dépositaire »).

2. Le dépositaire :

(a) informe les gouvernements de tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou qui y adhèrent :

(i) de toute nouvelle signature ou de tout nouveau dépôt d'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et de la date de cette signature ou de ce dépôt;

(ii) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;

(iii) du dépôt de tout instrument dénonçant le présent Protocole, de la date à laquelle cet instrument a été reçu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;

(b) transmet des copies certifiées conformes du présent Protocole aux Gouvernements de tous les Etats qui l'ont signé ou qui y adhèrent.

3. Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le dépositaire en transmet une copie certifiée conforme au Secrétariat de l'Organisation des Nations unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations unies.

ARTICLE IX

Langues

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi. Il en est fait une traduction officielle en langue italienne qui est déposée avec l'exemplaire original revêtu des signatures.

FAIT À LONDRES, ce onze novembre mille neuf cent quatre-vingt huit.

ANNEXE

Amendements et adjonctions à l'Annexe de la convention internationale de 1974
pour la sauvegarde de la vie humaine en mer

Chapitre I

DISPOSITIONS GENERALES

PARTIE A — APPLICATION DEFINITIONS, ETC.

Règle 2

Définitions

Remplacer le texte actuel du paragraphe (k) par ce qui suit :

« (k) Navire neuf désigne un navire dont la quille est posée, ou dont la construction se trouve à un stade équivalent le 25 mai 1980 ou après cette date. »

Ajouter le paragraphe suivant au texte actuel :

« (n) Date anniversaire désigne le jour et le mois de chaque année qui correspondent à la date d'expiration du certificat pertinent. »

PARTIE B — VISITES ET CERTIFICATS

Règle 6

Inspection et visites

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

« (a) L'inspection et la visite des navires, en ce qui concerne l'application des dispositions des présentes règles et l'octroi des exemptions pouvant être accordées, doivent être effectuées par des fonctionnaires de l'Administration. Toutefois, l'Administration peut confier l'inspection et la visite de ses navires, soit à des inspecteurs désignés à cet effet, soit à des organismes reconnus par elle.

(b) Toute administration désignant des inspecteurs ou des organismes reconnus pour effectuer des inspections et des visites comme prévu au paragraphe (a) doit au moins habiliter tout inspecteur désigné ou tout organisme reconnu à :

(i) exiger qu'un navire subisse des réparations;

(ii) effectuer des inspections et des visites si les autorités compétentes de l'Etat du port le lui demandent.

L'Administration doit notifier à l'Organisation les responsabilités spécifiques confiées aux inspecteurs désignés ou aux organismes reconnus et les conditions de l'autorité qui leur a été déléguée.

(c) Lorsqu'un inspecteur désigné ou un organisme reconnu détermine que l'état du navire ou de son armement ne correspond pas en substance aux indications du certificat ou est tel que le navire ne peut pas prendre la mer sans danger pour le navire lui-même ou les personnes à bord, l'inspecteur ou l'organisme doit immédiatement veiller à ce que des mesures correctives soient prises et doit en informer l'Administration en temps utile. Si ces mesures correctives ne sont pas prises, le certificat pertinent devrait être retiré et l'Administration doit être informée immédiatement; si le navire se trouve dans un port d'une autre Partie, les autorités compétentes de l'Etat du port doivent aussi être informées immédiatement. Lorsqu'un fonctionnaire de l'Administration, un inspecteur désigné ou un organisme reconnu a informé les autorités compétentes de l'Etat du port, le gouvernement de l'Etat du port intéressé doit accorder au fonctionnaire, à l'inspecteur ou à l'organisme en question toute l'assistance nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations en vertu de la présente règle. Le cas échéant, le gouvernement de l'Etat du port intéressé doit veiller à empêcher le navire d'appareiller jusqu'à ce qu'il puisse prendre la mer ou quitter le port pour se rendre au chantier de réparation approprié sans danger pour le navire lui-même ou pour les personnes à bord.

(d) Dans tous les cas, l'Administration doit se porter pleinement garante de l'exécution complète et de l'efficacité de l'inspection et de la visite et doit s'engager à prendre les mesures nécessaires pour satisfaire à cette obligation. »

Règle 7

Visites des navires à passagers

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

« (a) Tout navire à passager doit être soumis aux visites spécifiées ci-dessous :

(i) une visite initiale avant la mise en service du navire;
 (ii) une visite de renouvellement tous les douze mois, sauf lorsque les règles 14 (b), 14 (e), 14 (f) et 14 (g) s'appliquent;

(iii) des visites supplémentaires, selon les besoins.

(b) Les visites spécifiées ci-dessus doivent être effectuées comme suit :

(i) la visite initiale doit comprendre une inspection complète de la structure du navire, de ses machines et de son matériel d'armement, y compris la face externe du fond du navire ainsi que l'intérieure et l'extérieur des chaudières. Cette visite doit permettre de s'assurer que la disposition générale, les matériaux et les échantillons de la structure, les chaudières, les autres récipients sous pression et leurs auxiliaires, les machines principales et auxiliaires, les installations électriques, les installations radioélectriques, y compris celles qui sont utilisées dans les engins de sauvetage, les systèmes et les dispositifs de sécurité et de protection contre l'incendie, les engins et les dispositifs de sauvetage, le matériel de navigation de bord, les publications nautiques, les moyens d'embarquement des pilotes et autres parties de l'armement satisfont intégralement aux prescriptions des présentes règles, ainsi qu'aux dispositions de toutes lois et de tous décrets, ordres et règlements promulgués pour l'application de ces règles par l'Administration, pour les navires affectés au service auquel ce navire est destiné. La visite doit également être faite de façon à garantir que l'état de toutes les parties du navire et de son armement est à tous égards satisfaisant, et que le navire est pourvu des feux, marques, moyens de signalisation sonore et signaux de détresse prescrits par les dispositions des présentes règles et du règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;

(ii) la visite de renouvellement doit comprendre une inspection de la structure, des chaudières et autres récipients sous pression, des machines et de l'armement, y compris la face externe du fond du navire. Cette visite doit permettre de s'assurer qu'en ce qui concerne la structure, les chaudières et autres récipients sous pression et leurs auxiliaires, les machines principales et auxiliaires, les installations électriques, les installations radioélectriques, y compris celles qui sont utilisées dans les engins de sauvetage, les systèmes et les dispositifs de sécurité et de protection contre l'incendie, les engins et les dispositifs de sauvetage, le matériel de navigation de bord, les publications nautiques, les moyens d'embarquement des pilotes et autres parties de l'armement, le navire est tenu dans un état satisfaisant et approprié au service auquel il est destiné et qu'il satisfait aux prescriptions des présentes règles, ainsi qu'aux dispositions de toutes lois et de tous décrets, ordres et règlements promulgués par l'Administration pour l'application des présentes règles. Les feux, marques, moyens de signalisation sonore et signaux de détresse placés à bord doivent également être soumis à la visite susmentionnée, afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux prescriptions des présentes règles et du règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;

(iii) une visite supplémentaire générale ou partielle, selon le cas, doit être effectuée à la suite d'une réparation résultant de l'enquête prescrite à la règle 11 ou chaque fois que le navire subit des réparations ou rénovations importantes. La visite doit permettre de s'assurer que les réparations ou rénovations nécessaires ont été réellement effectuées, que les matériaux employés pour ces réparations ou rénovations et l'exécution des travaux sont à tous points de vue satisfaisants et que le navire satisfait à tous égards aux prescriptions des présentes règles et du règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur, ainsi qu'aux dispositions des lois, décrets, ordres et règlements promulgués par l'Administration pour l'application des présentes règles et du règlement susvisé.

(c) (i) Les lois, décrets, ordres et règlements mentionnés au paragraphe (b) de la présente règle doivent être tels à tous égards, qu'au point de vue de la sauvegarde de la vie humaine, le navire soit approprié au service auquel il est destiné;

(ii) ces lois, décrets ordres et règlements doivent notamment fixer les prescriptions à observer en ce qui concerne les essais hydrauliques, ou autres essais acceptables, avant et après la mise en service, applicables aux chaudières principales et auxiliaires, aux connexions, aux tuyaux de vapeur, aux réservoirs à haute pression, aux réservoirs à combustible liquide pour moteurs à combustion interne, y compris les procédures d'essais et les intervalles entre deux épreuves consécutives. »

Règle 8

Visites des engins de sauvetage et autres parties de l'armement des navires de charge

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

« (a) Les engins de sauvetage et les autres parties de l'armement des navires de charge d'une jauge brute égale ou supérieure à 500 tonneaux, qui sont visés au paragraphe (b) (i), doivent être soumis aux visites spécifiées ci-dessous :

(i) une visite initiale avant la mise en service du navire;

(ii) des visites de renouvellement effectuées aux intervalles de temps spécifiés par l'Administration mais n'excédant pas cinq ans, sauf lorsque les règles 14 (b), 14 (e), 14 (f) et 14 (g) s'appliquent;

(iii) une visite périodique effectuée dans un délai de trois mois avant ou après la deuxième date anniversaire ou dans un délai de trois mois avant ou après la troisième date anniversaire du Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge, qui doit remplacer l'une des visites annuelles spécifiées au paragraphe (a) (iv);

(iv) une visite annuelle effectuée dans un délai de trois mois avant ou après chaque date anniversaire du Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge;

(v) des visites supplémentaires ainsi que le prescrit la règle 7 (b) (iii) pour les navires à passagers.

(b) Les visites spécifiées au paragraphe (a) doivent être effectuées comme suit :

(i) la visite initiale doit comprendre une inspection complète des systèmes et des dispositifs de protection contre l'incendie, des engins et des dispositifs de sauvetage, excepté les installations radioélectriques, du matériel de navigation de bord, des moyens d'embarquement des pilotes et autres parties de l'armement auxquels s'appliquent les chapitres II-1, II-2, III et V et permettre de vérifier qu'ils satisfont aux prescriptions des présentes règles, qu'ils sont dans un état satisfaisant et qu'ils sont adaptés au service auquel est destiné le navire. La visite susmentionnée doit également permettre de vérifier que les plans de lutte contre l'incendie, les publications nautiques, les feux, marques, moyens de signalisation sonore et signaux de détresse placés à bord satisfont aux prescriptions des présentes règles et, le cas échéant, du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;

(ii) Les visites de renouvellement et les visites périodiques doivent comprendre une inspection du matériel visé au paragraphe (b) (i) et permettre de vérifier qu'il satisfait aux prescriptions pertinentes des présentes règles et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur, qu'il est dans un état satisfaisant et qu'il est adapté au service auquel est destiné le navire;

(iii) la visite annuelle doit comprendre une inspection générale du matériel visé au paragraphe (b) (i) et permettre de vérifier qu'il a été maintenu dans les conditions prévues à la règle 11 (a) et qu'il reste satisfaisant pour le service auquel le navire est destiné.

(c) Les visites périodiques et les visites annuelles spécifiées aux paragraphes (a) (iii) et (a) (iv) doivent être portées sur le Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge. »

Règle 9

Visites des installations radioélectriques et de radar des navires de charge

Remplacer le titre actuel par ce qui suit :

« Visites des installations radioélectriques des navires de charge »

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

« (a) Les installations radioélectriques des navires de charge, auxquels s'appliquent les chapitres III et IV, y compris celles qui sont utilisées dans les engins de sauvetage, doivent être soumises aux visites spécifiées ci-dessous :

(i) une visite initiale avant la mise en service du navire;

(ii) des visites de renouvellement effectuées aux intervalles de temps spécifiés par l'Administration mais n'excédant pas cinq ans, sauf lorsque les règles 14 (b), 14 (e), 14 (f) et 14 (g) s'appliquent;

(iii) une visite périodique effectuée dans un délai de trois mois avant ou après chaque date anniversaire du Certificat de sécurité du matériel radioélectrique pour navire de charge;

(iv) des visites supplémentaires, ainsi que le prescrit la règle 7 (b) (iii) pour les navires à passagers.

(b) Les visites spécifiées au paragraphe (a) doivent être effectuées comme suit :

(i) la visite initiale doit comprendre une inspection complète des installations radioélectriques des navires de charge, y compris celles qui sont utilisées dans les engins de sauvetage et permettre de vérifier qu'elles satisfont aux prescriptions des présentes règles;

(ii) les visites de renouvellement et les visites périodiques doivent comprendre une inspection des installations radioélectriques des navires de charge, y compris celles qui sont utilisées dans les engins de sauvetage, et permettre de vérifier qu'elles satisfont aux prescriptions des présentes règles.

(c) Les visites périodiques spécifiées au paragraphe (a) (iii) doivent être portées sur le Certificat de sécurité du matériel radioélectrique pour navire de charge. »

Règle 10

Visites de la coque, des machines et du matériel d'armement des navires de charge

Remplacer le titre actuel par ce qui suit :

« Visites de la structure, des machines et du matériel d'armement des navires de charge »

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

« (a) Dans le cas d'un navire de charge, la structure, les machines et le matériel d'armement visés au paragraphe (b) (i) (autres que les articles pour lesquels un Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge et un Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge sont délivrés) doivent être soumis aux visites et inspections spécifiées ci-dessous :

(i) une visite initiale qui comprend une inspection de la face externe du fond du navire, avant sa mise en service;

(ii) des visites de renouvellement effectuées aux intervalles de temps spécifiés par l'Administration mais n'excédant pas cinq ans, sauf lorsque les règles 14 (b), 14 (e), 14 (f) et 14 (g) s'appliquent;

(iii) une visite intermédiaire effectuée dans un délai de trois mois avant ou après la deuxième date anniversaire ou dans un délai de trois mois avant ou après la troisième date anniversaire du Certificat de sécurité de construction pour navire de charge, qui doit remplacer l'une des visites annuelles spécifiées au paragraphe (a) (iv);

(iv) une visite annuelle effectuée dans un délai de trois mois avant ou après chaque date anniversaire du Certificat de sécurité de construction pour navire de charge;

(v) au moins deux inspections de la face externe du fond du navire pendant toute période de cinq ans, sauf lorsque les règles 14 (e) ou 14 (f) s'appliquent. Lorsque les règles 14 (e) ou 14 (f) s'appliquent, cette période de cinq ans peut être prorogée pour coïncider avec la prorogation de la validité du certificat. Dans tous les cas, l'intervalle entre deux inspections de ce type ne doit pas excéder trente-six mois;

(vi) des visites supplémentaires, ainsi que le prescrit la règle 7 (b) (iii) pour les navires à passagers.

(b) Les visites et les inspections spécifiées au paragraphe (a) doivent être effectuées comme suit :

(i) la visite initiale doit comprendre une inspection complète de la structure, des machines et du matériel d'armement. Cette visite doit permettre de s'assurer que la disposition générale, les matériaux, les échantillons et l'état de la structure, les chaudières et autres récipients sous pression et leurs auxiliaires, les machines principales et auxiliaires, y compris l'appareil à gouverner et les systèmes de commande associés, l'installation électrique et toutes autres parties de l'armement satisfont aux prescriptions des présentes règles, sont dans un état satisfaisant et sont adaptés au service auquel le navire est destiné, et que la documentation prescrite sur la stabilité se trouve à bord. Dans le cas des navires-citernes, cette visite doit comprendre une inspection des chambres des pompes, des circuits de tuyautages de la cargaison et du combustible, des conduits d'aération et des dispositifs de sécurité associés;

(ii) Les visites de renouvellement doivent comprendre une inspection de la structure, des machines et du matériel d'armement visés au paragraphe (b) (i) et permettre de s'assurer qu'ils satisfont aux prescriptions des présentes règles, qu'ils sont dans un état satisfaisant et qu'ils sont adaptés au service auquel le navire est destiné;

(iii) la visite intermédiaire doit comprendre une inspection de la structure, des chaudières et autres récipients sous pression, des machines et du matériel d'armement, de l'appareil à gouverner et des systèmes de commande associés ainsi que des installations électriques et permettre de s'assurer qu'ils restent satisfaisants pour le service auquel le navire est destiné. Dans le cas des navires-citernes, cette visite doit comprendre également une inspection des chambres des pompes, des circuits de tuyautages de la cargaison et du combustible, des conduits d'aération et des dispositifs de sécurité associés, ainsi que la mise à l'essai de la résistance d'isolement des installations électriques dans les zones dangereuses;

(iv) la visite annuelle doit comprendre une inspection générale de la structure, des machines et du matériel d'armement visés au paragraphe (b) (i), afin de s'assurer qu'ils ont été maintenus dans les conditions prévues à la règle 11 (a) et qu'ils restent satisfaisants pour le service auquel le navire est destiné;

(v) l'inspection de la face externe du fond du navire et l'examen des éléments connexes, qui a lieu en même temps, doivent permettre de s'assurer que ceux-ci restent satisfaisants pour le service auquel le navire est destiné.

(c) les visites annuelles, les visites intermédiaires et les inspections de la face externe du fond du navire spécifiées aux paragraphes (a) (iii), (a) (iv) et (a) (v) doivent être portées sur le Certificat de sécurité de construction pour navire de charge. »

Règle 11

Maintien des conditions après visite

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

« (a) L'état du navire et de son armement doit être maintenu conformément aux prescriptions des présentes règles de manière que la sécurité du navire demeure à tous points de vue satisfaisante et que le navire puisse prendre la mer sans danger pour lui-même ou les personnes à bord.

(b) Après l'une quelconque des visites prévues aux règles 7, 8, 9 ou 10, aucun changement ne doit être apporté aux dispositions de structure, aux machines, à l'équipement ni aux autres éléments faisant l'objet de la visite, sauf autorisation de l'Administration.

(c) Lorsqu'un accident survenu à un navire ou un défaut constaté à bord compromet la sécurité du navire ou l'efficacité ou l'intégralité des engins de sauvetage ou autres appareils, le capitaine ou le propriétaire du navire doit faire rapport dès que possible à l'Administration, à l'inspecteur désigné ou à l'organisme reconnu chargé de délivrer le certificat pertinent, qui doit faire entreprendre une enquête afin de déterminer s'il est nécessaire de procéder à une visite conformément aux prescriptions des règles 7, 8, 9 ou 10. Si le navire se trouve dans un port d'un autre gouvernement contractant, le capitaine ou le propriétaire doit également faire rapport immédiatement aux autorités compétentes de l'Etat du port et l'inspecteur désigné ou l'organisme reconnu doit s'assurer qu'un tel rapport a bien été fait. »

Règle 12

Délivrance des certificats

Remplacer le titre actuel par ce qui suit :

« Délivrance des certificats ou apposition d'un visa »

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

« (a)

(i) Un certificat dit Certificat de sécurité pour navire à passagers doit être délivré, après une visite initiale ou une visite de renouvellement, à tout navire à passagers qui satisfait aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1, II-2, III, IV et V et aux autres prescriptions pertinentes des présentes règles;

(ii) un certificat dit Certificat de sécurité de construction pour navire de charge doit être délivré, après une visite initiale ou une visite de renouvellement, à tout navire de charge qui satisfait aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1 et II-2 (autres que celles qui concernent les systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et les plans de lutte contre l'incendie) et aux autres prescriptions pertinentes des présentes règles;

(iii) un certificat dit Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge doit être délivré, après une visite initiale ou une visite de renouvellement, à tout navire de charge qui satisfait aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1, II-2, III et V et aux autres prescriptions pertinentes des présentes règles;

(iv) un certificat dit Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge doit être délivré, après une visite initiale ou une visite de renouvellement, à tout navire de charge qui satisfait aux prescriptions pertinentes du chapitre IV et aux autres prescriptions pertinentes des présentes règles;

(v) 1) au lieu des certificats spécifiés aux paragraphes (a) (ii), (a) (iii) et (a) (iv), un certificat dit Certificat de sécurité pour navire de charge peut être délivré, à l'issue d'une visite initiale ou d'une visite de renouvellement, à tout navire de charge qui satisfait aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1, II-2, III, IV et V et aux autres prescriptions pertinentes des présentes règles;

2) chaque fois qu'il est fait mention dans le présent chapitre du Certificat de sécurité de construction pour navire de charge, du Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge ou du Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge, cette mention se rapporte au Certificat de sécurité pour navire de charge, s'il est utilisé au lieu des certificats susvisés;

(vi) le Certificat de sécurité pour navire à passagers, le Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge, le Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge et le Certificat de sécurité pour navire de charge visés aux alinéas (i), (iii), (iv) et v) doivent être complétés par une fiche d'équipement;

(vii) lorsqu'une exemption est accordée à un navire en application et en conformité des prescriptions des présentes règles, un certificat dit Certificat d'exemption doit être délivré en plus des certificats prescrits au présent paragraphe;

(viii) les certificats spécifiés dans la présente règle doivent être délivrés ou un visa doit y être apposé, soit par l'Administration, soit par toute personne au tout organisme autorisé par elle. Dans tous les cas, l'Administration assume l'entière responsabilité des certificats.

(b) Un Gouvernement contractant ne doit pas délivrer de certificat en application et en conformité des prescriptions des Conventions internationales de 1960, de 1948 ou de 1929 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, après la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur à son égard. »

Règle 13

Délivrance d'un certificat par un autre gouvernement

Remplacer le titre actuel par ce qui suit :

« Délivrance de certificats ou apposition d'un visa par un autre gouvernement »

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

« Un Gouvernement contractant peut, à la requête de l'Administration, faire visiter un navire. S'il estime que les prescriptions des présentes règles sont observées, il délivre des certificats au navire ou autorise leur délivrance et, le cas échéant, appose un visa ou autorise son apposition, sur les certificats dont dispose le navire, conformément aux présentes règles. Tout certificat ainsi délivré doit comporter une déclaration établissant qu'il a été délivré à la requête du gouvernement de l'Etat dont le navire est autorisé à battre le pavillon. Il a la même valeur et est accepté dans les mêmes conditions qu'un certificat délivré en vertu de la règle 12. »

Règle 14

Durée de validité des certificats

Remplacer le titre actuel par ce qui suit :

« Durée et validité des certificats »

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

« (a) Le Certificat de sécurité pour navire à passagers ne doit pas être délivré pour une durée supérieure à douze mois. Le Certificat de sécurité de construction pour navire de charge, le Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge et le Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge doivent être délivrés pour une période dont la durée est fixée par l'Administration, sans que cette durée puisse excéder cinq ans. Le Certificat d'exemption ne doit pas avoir une durée de validité supérieure à celle du certificat auquel il se réfère;

(b)

(i) Nonobstant les prescriptions du paragraphe (a), lorsque la visite de renouvellement est achevée dans un délai de trois mois avant la date d'expiration du certificat existant, le nouveau certificat est valable à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement jusqu'à la date suivante :

1) dans le cas d'un navire à passagers, une date qui n'est pas postérieure de plus de douze mois à la date d'expiration du certificat existant;

2) dans le cas d'un navire de charge, une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant;

(ii) lorsque la visite de renouvellement est achevée après la date d'expiration du certificat existant, la nouveau certificat est valable à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement jusqu'à la date suivante :

1) dans le cas d'un navire à passagers, une date qui n'est pas postérieure de plus de douze mois à la date d'expiration du certificat existant;

2) dans le cas d'un navire de charge, une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant;

(iii) lorsque la visite de renouvellement est achevée plus de trois mois avant la date d'expiration du certificat existant, le nouveau certificat est valable à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement jusqu'à la date suivante :

1) dans le cas d'un navire à passagers, une date qui n'est pas postérieure de plus de douze mois à la date d'achèvement de la visite de renouvellement;

2) dans le cas d'un navire de charge, une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'achèvement de la visite de renouvellement.

(c) Lorsqu'un certificat autre qu'un Certificat de sécurité pour navire à passagers est délivré pour une durée inférieure à cinq ans, l'Administration peut proroger la validité dudit certificat au-delà de la date d'expiration jusqu'à concurrence de la période maximale prévue au paragraphe (a), à condition que les visites spécifiées aux règles 8, 9 et 10, qui doivent avoir lieu lorsque le certificat est délivré pour cinq ans, soient effectuées selon que de besoin.

(d) Si, après une visite de renouvellement, un nouveau certificat ne peut être délivré ou fourni au navire avant la date d'expiration du certificat existant, la personne ou l'organisme autorisé par l'Administration peut apposer un visa sur le certificat existant et ce certificat doit être accepté comme valable pour une nouvelle période qui ne peut excéder cinq mois à compter de la date d'expiration.

(e) Si, à la date d'expiration d'un certificat, le navire ne se trouve pas dans un port dans lequel il doit subir une visite, l'Administration peut proroger la validité de ce certificat. Toutefois, une telle prorogation ne doit être accordée que pour permettre au navire d'achever son voyage vers le port dans lequel il doit être visité et ce, uniquement dans le cas où cette mesure apparaît comme opportune et raisonnable. Aucun certificat ne doit être ainsi prorogé pour une période de plus de trois mois et un navire auquel cette prorogation a été accordée n'est pas en droit, en vertu de cette prorogation, après son arrivé dans le port dans lequel il doit être visité, d'en repartir sans avoir obtenu un nouveau certificat. Lorsque la visite de renouvellement est achevée, le nouveau certificat est valable jusqu'à la date suivante :

(i) dans le cas d'un navire à passagers, une date qui n'est pas postérieure de plus de douze mois à la date d'expiration du certificat existant avant que la prorogation ait été accordée;

(ii) dans le cas d'un navire de charge, une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant avant que la prorogation ait été accordée.

(f) Un certificat délivré à un navire effectuant des voyages courts, qui n'a pas été prorogé conformément aux dispositions précédentes de la présente règle peut être prorogé par l'Administration pour une période de grâce ne dépassant pas d'un mois la date d'expiration indiquée sur ce certificat. Lorsque la visite de renouvellement est achevée, le nouveau certificat est valable jusqu'à la date suivante :

(i) dans le cas d'un navire à passagers, une date qui n'est pas postérieure de plus de douze mois à la date d'expiration du certificat existant avant que la prorogation ait été accordée;

(ii) dans le cas d'un navire de charge, une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant avant que la prorogation ait été accordée.

(g) Dans certains cas particuliers déterminés par l'Administration, il n'est pas nécessaire que la validité du nouveau certificat commence à la date d'expiration du certificat existant, conformément aux prescriptions des paragraphes (b) (ii), (e) ou (f). Dans ces cas particuliers, le nouveau certificat est valable jusqu'à la date suivante :

(i) dans le cas d'un navire à passagers, une date qui n'est pas postérieure de plus de douze mois à la date d'achèvement de la visite de renouvellement;

(ii) dans le cas d'un navire de charge, une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'achèvement de la visite de renouvellement.

(h) Lorsqu'une visite annuelle, intermédiaire ou périodique est achevée dans un délai inférieur à celui qui est spécifié dans la règle pertinente :

(i) la date anniversaire figurant sur le certificat en cause est remplacée au moyen d'un visa par une date qui ne doit pas être postérieure de plus de trois mois à la date à laquelle la visite a été achevée;

(ii) la visite annuelle, intermédiaire ou périodique suivante prescrite par les règles pertinentes doit être achevée aux intervalles stipulés par ces règles, calculés à partir de la nouvelle date anniversaire;

(iii) la date d'expiration peut demeurer inchangée, à condition qu'une ou plusieurs visites annuelles, intermédiaires ou périodiques, selon le cas, soient effectuées de telle sorte que les intervalles maximaux entre visites prescrits par les règles pertinentes ne soient pas dépassés.

(i) Un certificat délivré en vertu de la règle 12 ou de la règle 13 cesse d'être valable dans l'un quelconque des cas suivants :

(i) si les visites et inspections pertinentes ne sont pas achevées dans les délais spécifiés aux règles 7 (a), 8 (a), 9 (a) et 10 (a);

(ii) si les visas prévus dans les présentes règles n'ont pas été apposés sur le certificat;

(iii) si un navire passe sous le pavillon d'un autre Etat. Un nouveau certificat ne doit être délivré que si le gouvernement délivrant le nouveau certificat a la certitude que le navire satisfait aux prescriptions des règles 11 (a) et 11 (b). Dans le cas d'un transfert de pavillon entre gouvernements contractants, si la demande lui en est faite dans un délai de trois mois à compter du transfert, le gouvernement de l'Etat dont le navire était autorisé précédemment à battre pavillon adresse dès que possible à l'Administration des copies des certificats dont le navire était pourvu avant le transfert, ainsi que des copies des rapports de visite, le cas échéant. »

Règle 15

Présentation des certificats

Remplacer le titre actuel par ce qui suit :

« présentation des certificats et des fiches d'équipement »

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

« Les certificats et les fiches d'équipement doivent être établis conformément aux modèles qui figurent à l'appendice de l'Annexe de la présente Convention. Si la langue utilisée n'est ni l'anglais ni le français, le texte comprend une traduction dans l'une de ces langues. »

Règle 16

Affichage des certificats

Remplacer le titre actuel par ce qui suit :

« Disponibilité des certificats »

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

« Les certificats délivrés en vertu des règles 12 et 13 doivent pouvoir être facilement examinés à bord à tout moment. »

Règle 19

Contrôle

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

« (a) Tout navire est sujet, dans un port d'un autre gouvernement contractant, au contrôle de fonctionnaires dûment autorisés par ce gouvernement dans la mesure où ce contrôle a pour objet de vérifier que les certificats délivrés en vertu de la règle 12 ou de la règle 13 sont en cours de validité.

(b) Ces certificats, s'ils sont en cours de validité, doivent être acceptés à moins qu'il n'existe de bonnes raisons de penser que l'Etat du navire ou de son armement ne correspond pas en substance aux indications de l'un quelconque de ces certificats ou que le navire et son armement ne satisfont pas aux dispositions des règles 11 (a) et 11 (b).

(c) Dans les circonstances énoncées au paragraphe (b) et dans le cas où un certificat est venu à expiration ou a cessé d'être valable, le fonctionnaire exerçant le contrôle doit prendre les mesures nécessaires pour empêcher le navire d'appareiller jusqu'à ce qu'il puisse prendre la mer ou quitter le port pour se rendre au chantier de réparation approprié, sans danger pour le navire lui-même ou les personnes à bord.

(d) Dans les cas où le contrôle donnerait lieu à une intervention quelconque, le fonctionnaire exerçant le contrôle doit informer immédiatement et par écrit le consul ou, en son absence, le plus proche représentant diplomatique de l'Etat dont le navire est autorisé à battre le pavillon, de toutes les circonstances qui ont fait considérer cette intervention comme nécessaire. En outre, les inspecteurs désignés ou les organismes reconnus qui sont chargés de la délivrance des certificats doivent également être avisés. Il doit être fait rapport à l'Organisation des faits concernant cette intervention.

(e) L'autorité de l'Etat du port concerné doit communiquer tous les renseignements pertinents intéressant le navire aux autorités du port d'escale suivant, ainsi qu'aux personnes et organismes mentionnés au paragraphe (d), si elle ne peut prendre les mesures spécifiées aux paragraphes (c) et (d) ou si le navire a été autorisé à se rendre au port d'escale suivant.

(f) Dans l'exercice du contrôle en vertu de la présente règle, il convient d'éviter, dans toute la mesure du possible, de retenir ou de retarder indûment le navire. Tout navire qui a été retenu ou retardé indûment par suite de l'exercice de ce contrôle a droit à réparation pour les pertes ou dommages subis. »

APPENDICE

Amendements et adjonctions à l'appendice de l'Annexe de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer

Remplacer les modèles actuels de Certificat de sécurité pour navire à passagers, de Certificat de sécurité de construction pour navire de charge, de Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge, de Certificat de sécurité radiotélégraphique pour navire de charge, de Certificat de sécurité radiotéléphonique pour navire de charge et de Certificat d'exemption figurant à l'appendice de l'Annexe de la Convention par les modèles de certificats et fiches d'équipement ci-après :

Modèle de Certificat de sécurité pour navire à passagers

CERTIFICAT DE SECURITE POUR NAVIRE A PASSAGERS

Le présent certificat doit être complété par une fiche d'équipement (modèle P)

(Cachet officiel)

(Etat)

Pour $\frac{\text{un } 1/}{\text{un court}}$ voyage international

Rayer la mention inutile.

Délivré en vertu des dispositions de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée par le protocole de 1988 y relatif, sous l'autorité du gouvernement

_____ (nom de l'Etat)

par

_____ (personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire (2)

Nom du navire :

Numéro ou lettres distinctifs :

Port d'immatriculation :

Jauge brute :

Zones océaniques dans lesquelles le navire est autorisé à naviguer (Règle IV/2) :

.....

Numéro OMI (3) :

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent ou, le cas échéant, date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification d'une importance majeure ont commencé :

Note

(1) Rayer la mention inutile.

(2) Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

(3) Conformément à la résolution A.600(15) intitulée « Système de numéros OMI d'identification des navires », ce renseignement peut être indiqué à titre facultatif.

IL EST CERTIFIE :

1. Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/7 de la Convention.

2. Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté :

2.1. que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne :

— 1. la structure, les machines principales et auxiliaires, les chaudières et autres récipients sous pression;

— 2. les dispositions et les détails relatifs au compartimentage étanche à l'eau;

— 3. les lignes de charge de compartimentage suivantes :

| Lignes de charge de compartimentage déterminées et marquées sur la muraille au milieu du navire (règle II-1/13) | Franc-bord | A utiliser quand les espaces affectés aux passagers comprennent les volumes suivants pouvant être occupés soit par des passagers, soit par des marchandises |
|---|------------|---|
| C.1 | | |
| C.2 | | |
| C.3 | | |

2.2. que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les mesures prises à la construction en vue de la protection contre l'incendie, les systèmes et les dispositifs de protection contre l'incendie et les plans de lutte contre l'incendie;

2.3. que les engins de sauvetage et l'armement des embarcations de sauvetage, des radeaux de sauvetage et des canots de secours satisfaisaient aux prescriptions de la Convention;

2.4. que le navire était pourvu d'un appareil lance-amarre et d'installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage, conformément aux prescriptions de la Convention;

2.5. que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les installations radioélectriques;

2.6. que le fonctionnement des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage satisfaisait aux prescriptions de la Convention;

2.7. que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne le matériel de navigation de bord, les moyens d'embarquement des pilotes et les publications nautiques;

2.8. que le navire était pourvu de feux, de marques, de moyens de signalisation sonore et de signaux de détresse, conformément aux prescriptions de la Convention et du règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;

2.9. que le navire satisfaisait à tous autres égards aux prescriptions pertinentes de la Convention.

3. Qu'un certificat d'exemption a/n'a pas (1) été délivré.

Le présent certificat est valable jusqu'au

Délivré à

(Lieu de délivrance du certificat)

Le

(Date de délivranc(e)

(Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre de certificat)

Visa de prorogation du certificat après achèvement de la visite de renouvellement et en cas d'application de la règle I/14 (d)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent certificat, conformément à la règle I/14 (d) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

Note

(1) Rayer le mention inutile

Visa de prorogation de la validité du certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite ou pour une période de grâce en cas d'application des règles I/14 (e) ou I/14 (f)

Le présent certificat, conformément aux règles I/14 (e)/I/14(f) (1) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

Note

(1) Rayer le mention inutile

FICHE D'EQUIPEMENT POUR LE CERTIFICAT DE SECURITE POUR NAVIRE A PASSAGERS (MODELE P)

La présente fiche doit être jointe en permanence au Certificat de sécurité pour navire à passagers

FICHE D'EQUIPEMENT VISANT À SATISFAIRE À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974
POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER,
TELLE QUE MODIFIÉE PAR LE PROTOCOLE DE 1988 Y RELATIF

1 Caractéristiques du navire

Nom du navire

Numéro ou lettres distinctifs

Nombre de passagers que le navire est autorisé à transporter

Nombre minimal de personnes ayant les qualifications requises pour exploiter les installations radioélectriques .

2 Détail des engins de sauvetage

| 1. Nombre total de personnes pour lesquelles il est prévu des engins de sauvetage | | |
|---|--------|---------|
| | Bâbord | Tribord |
| 2. Nombre total d'embarcations de sauvetage | | |
| 2.1. Nombre total de personnes qu'elles peuvent recevoir | | |
| 2.2. Nombre d'embarcations de sauvetage partiellement fermées (règle III/42) | | |
| 2.3. Nombre d'embarcations de sauvetage partiellement fermées à redressement automatique (règle III/43) | | |
| 2.4. Nombre d'embarcations de sauvetage complètement fermées (règle III/44) | | |
| 2.5. Autres embarcations de sauvetage | | |
| 2.5.1. Nombre | | |
| 2.5.2. Type | | |
| 3. Nombre d'embarcations de sauvetage à moteur (comprises dans le nombre total d'embarcations de sauvetage indiqué ci-dessus) | | |
| 3.1. Nombre d'embarcations de sauvetage munies de projecteurs | | |
| 4. Nombre de canots de secours | | |
| 4.1. Nombre de canots compris dans le nombre total d'embarcations de sauvetage indiqué ci-dessus | | |
| 5. Radeaux de sauvetage | | |
| 5.1. Radeaux de sauvetage exigeant des dispositifs approuvés de mise à l'eau : | | |
| 5.1.1. Nombre de radeaux de sauvetage | | |
| 5.1.2. Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir | | |
| 5.2. Radeaux de sauvetage n'exigeant pas de dispositifs approuvés de mise à l'eau : | | |
| 5.2.1. Nombre de radeaux de sauvetage | | |
| 5.2.2. Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir | | |
| 6. Engins flottants : | | |
| 6.1. Nombre d'engins | | |
| 6.2. Nombre de personnes qu'ils peuvent supporter | | |
| 7. Nombre de bouées de sauvetage | | |
| 8. Nombre de brassières de sauvetage | | |
| 9. Combinaisons d'immersion : | | |
| 9.1. Nombre total | | |
| 9.2. Nombre de combinaisons satisfaisant aux prescriptions applicables aux brassières de sauvetage | | |
| 10. Nombre de moyens de protection thermique (1) | | |
| 11. Installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage : | | |
| 11.1. Nombre de répondeurs radar | | |
| 11.2. Nombre d'émetteurs-récepteurs radiotéléphoniques VHF | | |

—————
Note

(1) A l'exception de ceux prescrits aux règles III/38.5.1.24, III/41.8.31 et III/47.2.2.13.

3 Détail des installations radioélectriques

| Installations | Equipement à bord |
|--|-------------------|
| 1. Systèmes primaires | |
| 1.1. Installation radioélectrique VHF | |
| 1.1.1. Codeur ASN | |
| 1.1.2. Récepteur de veille ASN | |
| 1.1.3. Radiotéléphonie | |
| 1.2. Installation radioélectrique MF | |
| 1.2.1. Codeur ASN | |
| 1.2.2. Récepteur de veille ASN | |
| 1.2.3. Radiotéléphonie | |
| 1.3. Installation radioélectrique MF/HF | |
| 1.3.1. Codeur ASN | |
| 1.3.2. Récepteur de veille ASN | |
| 1.3.3. Radiotéléphonie | |
| 1.3.4. Radiotélégraphie à impression directe | |
| 1.4. Station terrienne de navire INMARSAT | |
| 2. Moyens secondaires d'alerte | |
| 3. Dispositifs pour la réception de renseignements sur la sécurité maritime : | |
| 3.1. Récepteur NAVTEX | |
| 3.2. Récepteur AGA | |
| 3.3. Récepteur HF de radiotélégraphie à impression directe | |
| 4. RLS par satellite | |
| 4.1. COSPAS-SARSAT | |
| 4.2. INMARSAT | |
| 5. RLS VHF | |
| 6. Répondeur radar de navire | |
| 7. Récepteur de veille fonctionnant sur la fréquence radiotéléphonique de détresse 2 182 kHz (1) | |
| 8. Dispositif permettant d'émettre le signal d'alarme radiotéléphonique sur 2 182 kHz (2) | |

Note

(1) A moins que la Comité de la sécurité maritime ne fixe une autre date, cette rubrique n'aura pas à figurer sur la fiche joints aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1999.

(2) Cette rubrique n'aura pas à figurer sur la fiche joints aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1999.

4 Méthodes utilisées pour assurer la disponibilité des installations radioélectriques (règles IV/15.6 et IV/15.7)

4.1 Installation en double du matériel

4.2 Entretien à terre

4.3 Capacité d'entretien en mer

5 Navires construits avant le 1^{er} février 1995 qui ne satisfont pas à toutes les prescriptions applicables du chapitre IV de la Convention, telle que modifiée en 1988 (1)

Cette section n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1999.

| | Prescriptions des règles | Dispositions prises à bord |
|---|--------------------------|----------------------------|
| Heures d'écoute par opérateur | | |
| Nombre d'opérateurs | | |
| Y a-t-il un auto-alarme ? | | |
| Y a-t-il une installation principale ? | | |
| Y a-t-il une installation de réserve ? | | |
| L'émetteur principal et l'émetteur de réserve sont-ils électriquement séparés out sont-ils combinés ? | | |

6 Navires construits avant le 1^{er} février 1992 qui ne satisfont pas pleinement aux prescriptions applicables du chapitre III de la Convention, telle que modifiée en 1988 (1)

Cette section n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1995.

| | Dispositions prises à bord |
|---|----------------------------|
| Installation radiotélégraphique pour embarcations de sauvetage | |
| Appareil radioélectrique portatif pour embarcations et radeaux de sauvetage | |
| RLS pour embarcations et radeaux de sauvetage (121,5 MHz et 243,0 MHz) | |
| Emetteur-récepteur radiotéléphonique | |

IL EST CERTIFIE que la présente fiche est correcte à tous égards.

Délivré à

(Lieu de délivrance de la fich(e))

Le

(Date de délivranc(e))

(Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre de certificat)

Note

(1) Cette section n'aura pas à figurer sur la fiche joints aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1999.

Modèle de Certificat de sécurité de construction pour navire de charge

CERTIFICAT DE SECURITE DE CONSTRUCTION POUR NAVIRE DE CHARGE

(Cachet officiel)

(Etat)

Délivré en vertu des dispositions de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée par le protocole de 1988 y relatif, sous l'autorité du gouvernement

(nom de l'Etat)

par

(personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire (1)

Nom du navire

Numéro ou lettres distinctifs

Port d'immatriculation

Jauge brute

Port en lourd du navire (tonnes métriques) (2)

Numéro OMI (3)

Type de navire (4)

Pétrolier

Navire-citerne pour produits chimiques

Transporteur de gaz

Navire de charge autre que ceux énumérés ci-dessus

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent ou, le cas échéant, date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification d'une importance majeure ont commencé :

Note

(1) Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

(2) Seulement pour les pétroliers, les navires-citernes pour produits chimiques et les transporteurs de gaz.

(3) Conformément à la résolution A.600 (15) intitulée « Système de numéros OMI d'identification des navires », ce renseignement peut être indiqué à titre facultatif.

(4) Rayer le mention inutile

IL EST CERTIFIE :

1. Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/10 de la Convention.

2. Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté que l'état de la structure, des machines et du matériel d'armement tels qu'ils sont définis dans la règle mentionnée ci-dessus était satisfaisant et que le navire était conforme aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1 et II-2 de la Convention (autres que les prescriptions relatives aux systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et aux plans de lutte contre l'incendi(e)).

3. Que les deux dernières inspections de la face externe du fond du navire ont eu lieu le et

(dates)

Attestation d'inspections de la face externe du fond du navire (1)

1) Des inspections supplémentaires peuvent être prévues.

IL EST CERTIFIÉ que, lors d'une inspection prescrite par la règle I/10 de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Première inspection :

Signé :

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Deuxième inspection :

Signé :

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du certificat, s'il est valable pour une durée inférieure à cinq ans,
en cas d'application de la règle I/14 (c)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent certificat, conformément à la règle I/14 (c) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

—————
Note

Des inspections supplémentaires peuvent être prévues.

Visa de prorogation du certificat après achèvement de la visite de renouvellement
et en cas d'application de la règle I/14 (d)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent certificat, conformément à la règle I/14 (d) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation de la validité du certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite
ou pour une période de grâce en cas d'application de la règle I/14 (e) ou I/14 (f)

Le présent certificat, conformément à la règle I/14 (e)/I/14 (f) (1) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa pour l'avancement de la date anniversaire en cas d'application de la règle I/14 (h)

Conformément à la règle I/14 (h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Conformément à la règle I/14 (h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

—————
Note

(1) Rayer le mention inutile.

Modèle de Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge
 CERTIFICAT DE SECURITE DU MATERIEL D'ARMEMENT POUR NAVIRE DE CHARGE

Le présent certificat doit être complété par une fiche d'équipement (modèle (E))

(Cachet officiel)

(Etat)

Délivré en vertu des dispositions de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée par le protocole de 1988 y relatif, sous l'autorité du gouvernement

_____ (nom de l'Etat)

par

_____ (personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire (1)

Nom du navire

Numéro ou lettres distinctifs

Port d'immatriculation

Jauge brute

Port en lourd du navire (tonnes métriques) (2) :

Longueur du navire (règle III/3.10) :

Numéro OMI (3)

Type de navire (4)

Pétrolier

Navire-citerne pour produits chimiques

Transporteur de gaz

Navire de charge autre que ceux énumérés ci-dessus

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent ou, le cas échéant, date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification d'une importance majeure ont commencé :

_____ Note

(1) Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases

(2) Seulement pour les pétroliers, les navires-citernes pour produits chimiques et les transporteurs de gaz.

(3) Conformément à la résolution A.600(15) intitulée « Système de numéros OMI d'identification des navires », ce renseignement peut être indiqué à titre facultatif.

(4) Rayer le mention inutile.

IL EST CERTIFIE :

1. Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/8 de la Convention.

2. Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté :

2.1. que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les systèmes et les dispositifs de protection contre l'incendie et les plans de lutte contre l'incendie;

2.2. que les engins de sauvetage et l'armement des embarcations de sauvetage, des radeaux de sauvetage et des canots de secours satisfaisaient aux prescriptions de la Convention;

2.3. que le navire était pourvu d'un appareil lance-amarre et d'installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage, conformément aux prescriptions de la Convention;

2.4. que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne le matériel de navigation de bord, les moyens d'embarquement des pilotes et les publications nautiques;

2.5. que le navire était pourvu de feux, de marques, de moyens de signalisation sonore et de signaux de détresse, conformément aux prescriptions de la Convention et du règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;

2.6. que le navire satisfaisait à tous autres égards aux prescriptions pertinentes de la Convention.

3. Que le navire est exploité conformément à la règle III/26.1.1.1 dans les limites de la région d'exploitation...

4. Qu'un certificat d'exemption a/n'a pas (1) été délivré.

Le présent certificat est valable jusqu'au... (2). sous réserve des visites annuelles et périodiques prévues à la règle I/8 de la convention.

Délivré à

(Lieu de délivrance du certificat)

Le

(Date de délivranc(e))

_____ (Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre de certificat)

_____ Note

(1) Rayer le mention inutile.

(2) Indiquer la date d'expiration fixée par l'Administration conformément à la règle I/14 a) de la Convention. Le jour et la mois correspondent à la date anniversaire telle que définie à la règle I/2 n) de la Convention, sauf si cette dernière date est modifiée en application de la règle I/14 h).

Visa pour l'avancement de la date anniversaire en cas d'application de la règle I/14 (h)

Conformément à la règle I/14 (h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Conformément à la règle I/14 (h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

—————
Note

(1) Rayer le mention inutile.

FICHE D'ÉQUIPEMENT POUR LE CERTIFICAT DE SÉCURITÉ DU MATÉRIEL D'ARMEMENT
POUR NAVIRE DE CHARGE (MODELE E)

La présente fiche doit être jointe en permanence au Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge

FICHE D'ÉQUIPEMENT VISANT À SATISFAIRE À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974
POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER,
TELLE QUE MODIFIÉE PAR LE PROTOCOLE DE 1988 Y RELATIF

1 Caractéristiques du navire

Nom du navire

Numéro ou lettres distinctifs

2 Détail des engins de sauvetage

| | | |
|--|--------|---------|
| 1. Nombre total de personnes pour lesquelles il est prévu des engins de sauvetage | ..... |  |
| | Bâbord | Tribord |
| 2. Nombre total d'embarcations de sauvetage | ..... | ..... |
| 2.1. Nombre total de personnes qu'elles peuvent recevoir | ..... | ..... |
| 2.2. Nombre d'embarcations de sauvetage partiellement fermées à redressement automatique (règle III/43) | ..... | ..... |
| 2.3. Nombre d'embarcations de sauvetage complètement fermées (règle III/44) | ..... | ..... |
| 2.4. Nombre d'embarcations de sauvetage munies d'un système autonome d'approvisionnement en air (règle III/45) | ..... | ..... |
| 2.5. Nombre d'embarcations de sauvetage munies d'un dispositif de protection contre l'incendie (règle III/46) | ..... | ..... |
| 2.6. Autres embarcations de sauvetage | ..... | ..... |
| 2.6.1. Nombre | ..... | ..... |
| 2.6.2. Type | ..... | ..... |
| 2.7. Nombre d'embarcations de sauvetage mises à l'eau en chute libre | ..... |  |
| 2.7.1. Complètement fermées (règle III/44) | ..... |  |
| 2.7.2. Autonomes (règle III/45) | ..... |  |
| 2.7.3. Munies d'un dispositif de protection contre l'incendie (règle III/46) | ..... |  |
| 3. Nombre d'embarcations de sauvetage à moteur (comprises dans le nombre total d'embarcations indiqué ci-dessus) | ..... |  |
| 3.1. Nombre d'embarcations de sauvetage munies de projecteurs | ..... |  |
| 4. Nombre de canots de secours | ..... |  |
| 4.1. Nombre de canots compris dans le nombre total d'embarcations de sauvetage indiqué ci-dessus | ..... |  |
| 5. Radeaux de sauvetage | ..... |  |
| 5.1. Radeaux de sauvetage exigeant des dispositifs approuvés de mise à l'eau : | ..... |  |
| 5.1.1. Nombre de radeaux de sauvetage | ..... |  |
| 5.1.2. Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir | ..... |  |

| | |
|--|-------|
| 5.2. Radeaux de sauvetage n'exigeant pas de dispositifs approuvés de mise à l'eau : | ..... |
| 5.2.1. Nombre de radeaux de sauvetage | ..... |
| 5.2.2. Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir | ..... |
| 5.3. Nombre de radeaux de sauvetage prescrits à la règle III/26.1.4 | ..... |
| 6. Nombre de bouées de sauvetage | ..... |
| 7. Nombre de brassières de sauvetage | ..... |
| 8. Combinaisons d'immersion : | ..... |
| 8.1. Nombre total | ..... |
| 8.2. Nombre de combinaisons satisfaisant aux prescriptions applicables aux brassières de sauvetage | ..... |
| 9. Nombre de moyens de protection thermique (1) | ..... |
| 10. Installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage : | ..... |
| 10.1. Nombre de répondeurs radar | ..... |
| 10.2. Nombre d'émetteurs-récepteurs radiotéléphoniques VHF | ..... |

Note

(1) A l'exception de ceux prescrits aux règles III/38.5.1.24, III/41.8.31 et III/47.2.2.13.

3 Navires construits avant le 1^{er} février 1992 qui ne satisfont pas pleinement aux prescriptions applicables du chapitre III de la Convention, telle que modifiée en 1988 (1)

Cette section n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1995.

| | Dispositions prises à bord |
|---|----------------------------|
| Installation radiotélégraphique pour embarcations de sauvetage | |
| Appareil radioélectrique portatif pour embarcations et radeaux de sauvetage | |
| RLS pour embarcations et radeaux de sauvetage (121,5 MHz et 243,0 MHz) | |
| Emetteur-récepteur radiotéléphonique | |

IL EST CERTIFIÉ que la présente fiche est correcte à tous égards.

Délivrée à

(Lieu de délivrance de la fiche)

Le

(Date de délivranc(e))

.....

(Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre de certificat)

Note

(1) Cette section n'aura à figurer sur la fiche joints aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1995.

Modèle de Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge

CERTIFICAT DE SECURITE RADIOELECTRIQUE POUR NAVIRE DE CHARGE

Le présent certificat doit être complété par une fiche d'équipement des installations radioélectriques (modèle R)
(Cachet officiel) (Etat)

Délivré en vertu des dispositions de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée par le protocole de 1988 y relatif,
sous l'autorité du gouvernement

(nom de l'Etat)

par

(personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire (1)

Nom du navire.....

Numéro ou lettres distinctifs.....

Port d'immatriculation.....

Jauge brute.....

Zones océaniques dans lesquelles le navire est autorisé à naviguer (règle IV/2).....

Numéro OMI.....

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent ou, le cas échéant, date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification d'une importance majeure ont commencé :.....

IL EST CERTIFIE :

1. Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/9 de la Convention.

1.1. Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

1.2. Conformément aux dispositions de la résolution A.600(2) — intitulée « Système de numéros OMI d'identification des navires », ce renseignement peut être indiqué à titre facultatif.

2. Ou à la suite de cette visite, il a été constaté

2.1. que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les installations radioélectriques;

2.2. que le fonctionnement des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage satisfaisait aux prescriptions de la Convention.

3. Qu'un certificat d'exemption a/n'a pas (3) été délivré.

Le présent certificat est valable jusqu'au... (4), sous réserve des visites périodiques prévues à la règle I/9 de la convention.

Délivré à.....

(Lieu de délivrance du certificat)

Le.....

(Date de délivranc(e))

.....

(Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre de certificat)

Note

(1) Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

(2) Conformément à la résolution A.600(15) intitulée « Système de numéros OMI d'identification des navires », ce renseignement peut être indiqué à titre facultatif.

(3) Rayer le mention inutile.

(4) Indiquer la date d'expiration fixée par l'Administration conformément à la règle I/14 a) de la Convention. Le jour et la mois correspondent à la date anniversaire telle que définie à la règle I/2 n) de la Convention, sauf si cette dernière date est modifiée en application de la règle I/14 h).

Visa de prorogation du certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite ou pour une période de grâce en cas d'application de la règle I/14 (e) ou I/14 (f)

Le présent certificat, conformément à la règle I/14 (e)/I/14 (f) (1) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
 (Signature de l'agent autorisé)
 Lieu :
 Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa pour l'avancement de la date anniversaire en cas d'application de la règle I/14 (h)

Conformément à la règle I/14 (h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au.....

Signé :
 (Signature de l'agent autorisé)
 Lieu :
 Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Conformément à la règle I/14 (h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au.....

Signé :
 (Signature de l'agent autorisé)
 Lieu :
 Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

—————
 Note

(1) Rayer la mention inutile.

FICHE D'EQUIPEMENT POUR LE CERTIFICAT DE SECURITE RADIOELECTRIQUE
 POUR NAVIRE DE CHARGE (MODELE R)

La présente fiche doit être jointe en permanence au Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge
 FICHE D'EQUIPEMENT RADIOELECTRIQUE VISANT À SATISFAIRE À LA CONVENTION INTERNATIONALE
 DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER, TELLE QUE MODIFIEE PAR LE
 PROTOCOLE DE 1988 Y RELATIF

1. Caractéristiques du navire

Nom du navire.....

Numéro ou lettres distinctifs.....

Nombre minimal de personnes ayant les qualifications requises pour exploiter les installations radioélectriques ...

2. Détail des installations radioélectriques

| Installations | Equipement à bord |
|---|-------------------|
| 1. Systèmes primaires | |
| 1.1. Installation radioélectrique VHF | |
| 1.1.1. Codeur ASN | |
| 1.1.2. Récepteur de veille ASN | |
| 1.1.3. Radiotéléphonie | |
| 1.2. Installation radioélectrique MF | |
| 1.2.1. Codeur ASN | |
| 1.2.2. Récepteur de veille ASN | |
| 1.2.3. Radiotéléphonie | |
| 1.3. Installation radioélectrique MF/HF | |
| 1.3.1. Codeur ASN | |
| 1.3.2. Récepteur de veille ASN | |
| 1.3.3. Radiotéléphonie | |
| 1.3.4. Radiotélégraphie à impression directe | |
| 1.4. Station terrienne de navire INMARSAT | |
| 2. Moyens secondaires d'alerte | |
| 3. Dispositifs pour la réception de renseignements sur la sécurité maritime : | |
| 3.2. Récepteur NAVTEX | |
| 3.3. Récepteur AGA | |

| Installations | Equipement à bord |
|--|-------------------|
| 3.4. Récepteur HF de radiotélégraphie à impression directe | |
| 4. RLS par satellite : | |
| 4.2. COSPAS-SARSAT | |
| 4.3. INMARSAT | |
| 5. RLS VHF | |
| 6. Répondeur radar de navire | |
| 7. Récepteur de veille fonctionnant sur la fréquence radiotéléphonique de détresse 2,182 kHz (1) | |
| 8. Dispositif permettant d'émettre le signal d'alarme radiotéléphonique sur 2,182 kHz (2) | |

Note

(1) A moins que la Comité de la sécurité maritime ne fixe une autre date, cette rubrique n'aura pas à figurer sur la fiche joints aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1999.

(2) Cette rubrique n'aura pas à figurer sur la fiche joints aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1999.

3. Méthodes utilisées pour assurer la disponibilité des installations radioélectriques (Règles IV/15.6 et 15.7)

3.1. Installation en double du matériel

3.2. Entretien à terre

3.3. Capacité d'entretien en mer

4. Navires construits avant le 1^{er} février 1995 qui ne satisfont pas à toutes les prescriptions applicables du chapitre IV de la Convention, telle que modifiée en 1988 (1)

Cette section n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1999.

4.1. Navires tenus d'être munis de matériel radiotélégraphique conformément à la Convention en vigueur avant le 1^{er} février 1992.

| | Prescriptions des règles | Dispositions prises à bord |
|--|--------------------------|----------------------------|
| Heures d'écoute par opérateur | | |
| Nombre d'opérateurs Y a-t-il un auto-alarme ? | | |
| Y a-t-il une installation principale ? | | |
| Y a-t-il une installation de réserve ? | | |
| L'émetteur principal et l'émetteur de réserve sont-ils électriquement séparés ou sont-ils combinés ? | | |

4.2. Navires tenus d'être munis de matériel radiotéléphonique conformément à la Convention en vigueur avant le 1^{er} février 1992.

| | Prescriptions des règles | Dispositions prises à bord |
|---------------------|--------------------------|----------------------------|
| Heures d'écoute | | |
| Nombre d'opérateurs | | |

IL EST CERTIFIÉ que la présente fiche est correcte à tous égards.

Délivré à

(Lieu de délivrance de la fiche)

Le

(Date de délivranc(e))

.....

(Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre de certificat)

Note

(1) Cette section n'aura pas à figurer sur la fiche joints aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1999.

Modèle de Certificat de sécurité pour navire de charge

CERTIFICAT DE SECURITE POUR NAVIRE DE CHARGE

Le présent certificat doit être complété par une fiche d'équipement (modèle C)

(Cachet officiel)

(Etat)

Délivré en vertu des dispositions de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée par le protocole de 1988 y relatif,

sous l'autorité du gouvernement

(nom de l'Etat)

par

(personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire (1)

Nom du navire.....

Numéro ou lettres distinctifs.....

Port d'immatriculation.....

Jauge brute.....

Port en lourd du navire (tonnes métriques) (2).....

Longueur du navire (règle III/3.10).....

Zones océaniques dans lesquelles le navire est autorisé à naviguer (règle IV/2) :.....

Numéro OMI (3).....

Type de navire (4)

Pétrolier

Navire-citerne pour produits chimiques

Transporteur de gaz

Navire de charge autre que ceux énumérés ci-dessus

Note

(1) Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

(2) Seulement pour les pétroliers, les navires-citernes pour produits chimiques et les transporteurs de gaz.

(3) Conformément à la résolution A.600(15) intitulée « Système de numéros OMI d'identification des navires », ce renseignement peut être indiqué à titre facultatif.

(4) Rayer les mentions inutiles.

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent ou, le cas échéant, date à laquelle des travaux de transformation ou modification d'une importance majeure ont commencé :

IL EST CERTIFIE :

1. Que le navire a été visité conformément aux prescriptions des règles I/8, I/9 et I/10 de la Convention.

2. Ou à la suite de cette visite, il a été constaté

2.1. que l'état de la structure, des machines et du matériel d'armement, tels qu'ils sont définis à la règle I/10, était satisfaisant et que le navire était conforme aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1 et II-2 de la Convention (autres que les prescriptions relatives aux systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et aux plans de lutte contre l'incendie);

2.2. que les deux dernières inspections de la face externe du fond du navire ont eu lieu le... et le...

(dates)

2.3. que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les systèmes et les dispositifs de protection contre l'incendie et les plans de lutte contre l'incendie;

2.4. que les engins de sauvetage et l'armement des embarcations de sauvetage, des radeaux de sauvetage et des canots de secours satisfaisaient aux prescriptions de la Convention;

2.5. que le navire était pourvu d'un appareil lance-amarre et d'installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage, conformément aux prescriptions de la convention;

2.6. que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les installations radioélectriques;

2.7. que le fonctionnement des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage satisfaisait aux prescriptions de la Convention;

2.8. que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne le matériel de navigation de bord, les moyens d'embarquement des pilotes et les publications nautiques;

Visa pour l'avancement de la date anniversaire en cas d'application de la règle I/14 (h)

Conformément à la règle I/14 (h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au.....

Signé :.....
 (Signature de l'agent autorisé)
 Lieu :.....
 Date :.....

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Conformément à la règle I/14 (h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au.....

Signé :.....
 (Signature de l'agent autorisé)
 Lieu :.....
 Date :.....

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Note

1 Rayer la mention inutile

FICHE D'EQUIPEMENT POUR LE CERTIFICAT DE SECURITE RADIOELECTRIQUE
 POUR NAVIRE DE CHARGE (MODELE C)

La présente fiche doit être jointe en permanence au Certificat de sécurité pour navire de charge

FICHE D'EQUIPEMENT VISANT À SATISFAIRE À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER, TELLE QUE MODIFIÉE PAR LE PROTOCOLE DE 1988 Y RELATIF

1 Caractéristiques du navire

Nom du navire.....
 Numéro ou lettres distinctifs.....
 Nombre minimal de personnes ayant les qualifications requises pour exploiter les installations radioélectriques..

2 Détail des engins de sauvetage

| 1. Nombre total de personnes pour lesquelles il est prévu des engins de sauvetage | | |
|---|--------|---------|
| | Bâbord | Tribord |
| 2. Nombre total d'embarcations de sauvetage | | |
| 2.1. Nombre total de personnes qu'elles peuvent recevoir | | |
| 2.2. Nombre d'embarcations de sauvetage partiellement fermées à redressement automatique (règle III/43) | | |
| 2.3. Nombre d'embarcations de sauvetage complètement fermées (règle III/44) | | |
| 2.4. Nombre d'embarcations de sauvetage munies d'un système autonome d'approvisionnement en air (règle III/45) | | |
| 2.5. Nombre d'embarcations de sauvetage munies d'un dispositif de protection contre l'incendie (règle III/46) | | |
| 2.6. Autres embarcations de sauvetage | | |
| 2.6.1. Nombre | | |
| 2.6.2. Type | | |
| 2.7. Nombre d'embarcations de sauvetage mises à l'eau en chute libre | | |
| 2.7.1. Complètement fermées (règle III/44) | | |
| 2.7.2. Autonomes (règle III/45) | | |
| 2.7.3. Munies d'un dispositif de protection contre l'incendie (règle III/46) | | |
| 3. Nombre d'embarcations de sauvetage à moteur (comprises dans le nombre total d'embarcations de indiqué ci-dessus) | | |
| 3.1. Nombre d'embarcations de sauvetage munies de projecteurs | | |
| 4. Nombre de canots de secours | | |
| 4.1. Nombre de canots compris dans le nombre total d'embarcations de sauvetage indiqué ci-dessus | | |
| 5. Radeaux de sauvetage | | |
| 5.1. Radeaux de sauvetage exigeant des dispositifs approuvés de mise à l'eau : | | |
| 5.1.1. Nombre de radeaux de sauvetage | | |

| | |
|--|-------|
| 5.1.2. Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir | ..... |
| 5.2. Radeaux de sauvetage n'exigeant pas de dispositifs approuvés de mise à l'eau : | ..... |
| 5.2.1. Nombre de radeaux de sauvetage | ..... |
| 5.2.2. Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir | ..... |
| 5.3. Nombre de radeaux de sauvetage prescrits à la règle III/26.1.4 | ..... |
| 6. Nombre de bouées de sauvetage | ..... |
| 7. Nombre de brassières de sauvetage | ..... |
| 8. Combinaisons d'immersion : | ..... |
| 8.1. Nombre total | ..... |
| 8.2. Nombre de combinaisons satisfaisant aux prescriptions applicables aux brassières de sauvetage | ..... |
| 9. Nombre de moyens de protection thermique (1) | ..... |
| 10. Installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage : | ..... |
| 10.1. Nombre de répondeurs radar | ..... |
| 10.2. Nombre d'émetteurs-récepteurs radiotéléphoniques VHF | ..... |

Note

(1) A l'exception de ceux prescrits aux règles III/38.5.1.24, III/41.8.31 et III/47.2.2.13.

3 Détail des installations radioélectriques

| Installations | Equipement à bord |
|---|-------------------|
| 1. Systèmes primaires | |
| 1.1. Installation radioélectrique VHF : | |
| 1.1.1. Codeur ASN | |
| 1.1.2. Récepteur de veille ASN | |
| 1.1.3. Radiotéléphonie | |
| 1.2. Installation radioélectrique MF : | |
| 1.2.1. Codeur ASN | |
| 1.2.2. Récepteur de veille ASN | |
| 1.2.3. Radiotéléphonie | |
| 1.3. Installation radioélectrique MF/HF : | |
| 1.3.1. Codeur ASN | |
| 1.3.2. Récepteur de veille ASN | |
| 1.3.3. Radiotéléphonie | |
| 1.3.4. Radiotélégraphie à impression directe | |
| 1.4. Station terrienne de navire INMARSAT | |
| 2. Moyens secondaires d'alerte | |
| 3. Dispositifs pour la réception de renseignements sur la sécurité maritime : | |
| 3.1. Récepteur NAVTEX | |
| 3.2. Récepteur AGA | |
| 3.3. Récepteur HF de radiotélégraphie à impression directe | |
| 4. RLS par satellite : | |
| 4.1. COSPAS-SARSAT | |
| 4.2. INMARSAT | |
| 5. RLS VHF | |

| Installations | Equipement à bord |
|--|-------------------|
| 6. Répondeur radar de navire | |
| 7. Récepteur de veille fonctionnant sur la fréquence radiotéléphonique de détresse 2 182 kHz (1) | |
| 8. Dispositif permettant d'émettre le signal d'alarme radiotéléphonique sur 2 182 kHz (2) | |

Note

(1) A moins que la Comité de la sécurité maritime ne fixe une autre date, cette rubrique n'aura pas à figurer sur la fiche joints aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1999.

(2) Cette rubrique n'aura pas à figurer sur la fiche joints aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1999.

4 Méthodes utilisées pour assurer la disponibilité des installations radioélectriques (règles IV/15.6 et IV/15.7)

4.1 Installation en double du matériel

4.2 Entretien à terre

4.3 Capacité d'entretien en mer

5 Navires construits avant le 1^{er} février 1995 qui ne satisfont pas à toutes les prescriptions applicables du chapitre IV de la Convention, telle que modifiée en 1988 (1)

Cette section n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1999.

5.1 Navires tenus d'être munis de matériel radiotélégraphique conformément à la Convention en vigueur avant le 1^{er} février 1992.

| | Prescriptions des règles | Dispositions prises à bord |
|---|--------------------------|----------------------------|
| Heures d'écoute par opérateur | | |
| Nombre d'opérateurs | | |
| Y a-t-il un auto-alarme ? | | |
| Y a-t-il une installation principale ? | | |
| Y a-t-il une installation de réserve ? | | |
| L'émetteur principal et l'émetteur de réserve sont-ils électriquement séparés out sont-ils combinés ? | | |

5.2 Navires tenus d'être munis de matériel radiotéléphonique conformément à la Convention en vigueur avant le 1^{er} février 1992

| | Prescriptions des règles | Dispositions prises à bord |
|---------------------|--------------------------|----------------------------|
| Heures d'écoute | | |
| Nombre d'opérateurs | | |

6 Navires construits avant le 1^{er} février 1992 qui ne satisfont pas pleinement aux prescriptions applicables du chapitre III de la Convention, telle que modifiée en 1988 (1)

Cette section n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1995.

| | Dispositions prises à bord |
|---|----------------------------|
| Installation radiotélégraphique pour embarcations de sauvetage | |
| Appareil radioélectrique portatif pour embarcations et radeaux de sauvetage | |
| RLS pour embarcations et radeaux de sauvetage (121,5 MHz et 243,0 MHz) | |
| Emetteur-récepteur radiotéléphonique | |

IL EST CERTIFIE que la présente fiche est correcte à tous égards.

Délivrée à

(Lieu de délivrance de la fiche)

Le

(Date de délivranc(e))

(Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre de certificat)

Note

(1) Cette section n'aura à figurer sur la fiche joints aux certificats délivrés après le 1^{er} février 1995.

Modèle de Certificat d'exemption

CERTIFICAT D'EXEMPTION

(Cachet officiel)

(Etat)

Délivré en vertu des dispositions de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée par le protocole de 1988 y relatif,
sous l'autorité du gouvernement

(nom de l'Etat)

par

(personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire (1)

Nom du navire.....

Numéro ou lettres distinctifs.....

Port d'immatriculation.....

Jauge brute.....

Numéro OMI (2).....

IL EST CERTIFIE :

Que le navire est exempté, en vertu de la règle.....
de la Convention, de l'application des prescriptions de..... de la convention

Conditions, s'il en existe, auxquelles le Certificat d'exemption est accordé :.....

Voyages, le cas échéant, pour lesquels le Certificat d'exemption est accordé :.....

Le présent certificat est valable jusqu'au....., à condition que le Certificat.....,
auquel est joint le présent certificat, reste valable.

Note

(1) Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

(2) Conformément à la résolution A.600(15) intitulée « Système de numéros OMI d'identification des navires », ce renseignement peut être indiqué à titre facultatif.

Délivré à.....

(Lieu de délivrance du certificat)

Le.....

(Date de délivranc(e))

.....

(Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre de certificat)

Visa de prorogation du certificat, s'il est valable pour une durée inférieure à cinq ans,
en cas d'application de la règle I/14 (c)

Le présent certificat, conformément à la règle I/14 (c) de la Convention, est accepté comme valable
jusqu'au..... à condition que le Certificat.....,
auquel est joint le présent certificat, reste valable.

Signé :.....

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :.....

Date :.....

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du certificat après achèvement de la visite de renouvellement et en cas d'application de la règle
I/14 (d)

Le présent certificat, conformément à la règle I/14 (d) de la Convention, est accepté comme valable
jusqu'au..... à condition que le Certificat.....,
auquel est joint le présent certificat, reste valable.

Signé :.....

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :.....

Date :.....

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite
ou pour une période de grâce en cas d'application de la règle I/14 (e) ou I/14 (f)

Le présent certificat, conformément à la règle I/14 (e)/I/14 (f) (1) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au..... à condition que le Certificat....., auquel est joint le présent certificat, reste valable.

Signé :

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Note

(1) Rayer la mention inutile.

VERTALING

PROTOCOL van 1988 aangaande het Internationaal Verdrag van 1974 voor de Beveiliging van Mensenlevens op Zee.

DE PARTIJEN BIJ DIT PROTOCOL,

ZIJNDE PARTIJEN bij het Internationaal Verdrag voor de Beveiliging van Mensenlevens op Zee, gedaan te Londen op 1 november 1974,

ERKENNENDE de behoefte aan integratie, in hoger vermeld Verdrag, van bepalingen inzake onderzoek en certificatie, in harmonie met overeenstemmende bepalingen in andere internationale aktes,

OVERWEGENDE dat aan deze nood het best wordt tegemoetgekomen door het opstellen van een Protocol aangaande het Internationaal Verdrag van 1974 voor de Beveiliging van Mensenlevens op Zee,

ZIJN OVEREENGEKOMEN als volgt :

ARTIKEL I

Algemene verplichtingen

1. De Partijen bij dit Protocol verbinden zich tot het uitvoeren van de bepalingen van dit Protocol en van de bijbehorende Bijlage die integraal deel uitmaakt van dit Protocol. Elke verwijzing naar dit Protocol vormt tegelijk ook een verwijzing naar de bijbehorende Bijlage.

2. Tussen de Partijen bij dit Protocol zullen de bepalingen gelden van het Internationaal Verdrag van 1974 voor de Beveiliging van Mensenlevens op Zee zoals geamendeerd (hierna « het Verdrag » genoemd), behoudens de wijzigingen en aanvullingen opgenomen in dit Protocol.

3. Wat schepen betreft die het recht hebben te varen onder de vlag van een Staat die geen Partij is bij het Verdrag en dit Protocol, zullen de Partijen van dit Protocol de vereisten van het Verdrag en van het Protocol toepassen, indien nodig om ervoor te zorgen dat dergelijke schepen geen gunstiger behandeling zouden genieten.

ARTIKEL II

Vroegere Verdragen

1. Voor de Partijen bij dit Protocol vervangt dit Protocol het Protocol van 1978 aangaande het Verdrag, en heft het op.

2. Niettegenstaande andere bepalingen in dit Protocol, blijft elk certificaat dat wordt uitgegeven krachtens en overeenkomstig de bepalingen van het Verdrag, en elk supplement aan dergelijk certificaat, uitgegeven krachtens en overeenkomstig de bepalingen van het Protocol van 1978 aangaande het Verdrag, en dat geldt op het moment dat dit Protocol inwerking treedt voor de Partij die het certificaat of supplement heeft uitgegeven, geldig tot het verstrijkt krachtens de bepalingen van het Verdrag of het Protocol van 1978 aangaande het Verdrag, naargelang het geval.

3. De partijen bij dit Protocol zullen geen certificaten meer uitgeven krachtens en overeenkomstig de bepalingen van het Internationaal Verdrag voor de Beveiliging van Mensenlevens op Zee, zoals aangenomen op 1 november 1974.

ARTIKEL III

Informatieverstrekking

De Partijen bij dit Protocol verbinden zich ertoe om aan de Secretaris-generaal van de Internationale Maritieme Organisatie (hierna « de Organisatie » genoemd) mee te delen en aldaar neer te leggen :

(a) de tekst van wetten, besluiten, beschikkingen en voorschriften en andere aktes die werden afgekondigd aangaande de verschillende aangelegenheden binnen het toepassingsgebied van dit Protocol;

(b) een lijst van aangestelde inspecteurs of erkende organisaties die gemachtigd zijn om namens hen op te treden in de administratie van maatregelen betreffende de beveiliging van mensenlevens op zee, teneinde deze lijst mee te delen aan de Partijen die haar ter kennis brengen van hun ambtenaren, en een kennisgeving van de specifieke verantwoordelijkheden en voorwaarden van de autoriteit die aan deze aangestelde inspecteurs of erkende organisaties werd verleend;

(c) een voldoende aantal voorbeeldexemplaren van hun certificaten, uitgegeven krachtens de bepalingen van dit Protocol.

ARTIKEL IV

Ondertekening, ratificatie, aanvaarding, goedkeuring en toetreding

1. Dit Protocol staat open voor ondertekening op de Zetel van de Organisatie van 1 maart 1989 tot 28 februari 1990 en blijft daarna open voor toetreding. Krachtens de bepalingen van paragraaf 3 kunnen Staten hun instemming om gebonden te zijn door dit Protocol kenbaar maken door :

- (a) ondertekening zonder voorbehoud van ratificatie, aanvaarding of goedkeuring; of
- (b) ondertekening onder voorbehoud van ratificatie, aanvaarding of goedkeuring, gevolgd door ratificatie, aanvaarding of goedkeuring; of
- (c) toetreding.

2. Ratificatie, aanvaarding, goedkeuring of toetreding gebeurt door de neerlegging van een daartoe strekkende akte bij de Secretaris-generaal van de Organisatie.

3. Alleen Staten die het Verdrag hebben ondertekend zonder voorbehoud, geratificeerd, aanvaard, goedgekeurd of ertoe zijn toegetreden, kunnen dit Protocol zonder voorbehoud ondertekenen zonder voorbehoud, ratificeren, aanvaarden, goedkeuren of ertoe toetreden.

ARTIKEL V

Inwerkingtreding

1. Dit Protocol treedt in werking twaalf maanden na de datum waarop aan beide volgende voorwaarden is voldaan :

(a) niet minder dan 15 Staten, waarvan de gezamenlijke koopvaardijvloot niet minder dan 50 % van de bruto tonnage van de wereldkoopvaardijvloot vormen, hebben overeenkomstig artikel IV hun instemming kenbaar gemaakt om er door gebonden te zijn, en

(b) er is voldaan aan de voorwaarden voor de inwerkingtreding van het Protocol van 1988 aangaande het Internationaal Verdrag van 1966 betreffende de Uitwatering van Schepen, op voorwaarde dat dit Protocol niet in werking treedt vóór 1 februari 1992.

2. Voor Staten die een akte van ratificatie, aanvaarding, goedkeuring van of toetreding tot dit Protocol hebben ingediend nadat voldaan werd aan de voorwaarden voor de inwerkingtreding ervan, maar vóór de feitelijke datum van inwerkingtreding, wordt de ratificatie, aanvaarding, goedkeuring of toetreding van kracht ofwel op de datum waarop dit Protocol in werking treedt, ofwel drie maanden na neerlegging van de akte, naargelang welke van de twee gebeurtenissen het laatst optreedt.

3. Elke akte van ratificatie, aanvaarding, goedkeuring of toetreding die wordt neergelegd na de datum van inwerkingtreding van dit Protocol, wordt van kracht drie maanden na de datum van neerlegging.

4. Na de datum waarop een amendement van dit Protocol krachtens artikel VI geacht wordt aanvaard te zijn, heeft elke neergelegde akte van ratificatie, aanvaarding, goedkeuring of toetreding betrekking op dit Protocol, zoals het geamendeerd is.

ARTIKEL VI

Wijzigingen

De in artikel VIII van het Verdrag vermelde procedures zijn van toepassing voor wijzigingen van dit Protocol, met dien verstande dat :

(a) verwijzingen in dat artikel naar het Verdrag en naar Verdragsluitende regeringen geacht worden verwijzingen te zijn respectievelijk naar dit Protocol en naar de Partijen bij dit Protocol;

(b) wijzigingen van de artikelen van dit Protocol en de bijbehorende Bijlage worden aangenomen en van kracht worden overeenkomstig de procedure die van toepassing is voor wijzigingen van de artikelen van het Verdrag of van hoofdstuk I van de bijbehorende bijlage; en

(c) dat wijzigingen van het Aanhangsel aan de Bijlage bij dit Protocol worden aangenomen en van kracht worden overeenkomstig de procedure die van toepassing is voor wijzigingen van de Bijlage bij het Verdrag, hoofdstuk I uitgezonderd.

ARTIKEL VII

Opzegging

1. Dit Protocol kan door elke Partij ten allen tijde worden opgezegd na verloop van een termijn van vijf jaar vanaf de datum waarop dit Protocol in werking treedt voor die Partij.

2. De opzegging geschiedt door de neerlegging van een akte van opzegging bij de Secretaris-generaal van de Organisatie.

3. Een opzegging wordt van kracht één jaar, of een langere tijdsduur als is aangegeven in de akte van opzegging, na ontvangst ervan door de Secretaris-generaal van de Organisatie.

4. Een opzegging van het Verdrag door een Partij wordt beschouwd als een opzegging van dit Protocol door die Partij. Een dergelijke opzegging wordt van kracht op dezelfde datum als die waarop de opzegging van het Verdrag van kracht wordt overeenkomstig alinea (c) van artikel XI van het Verdrag.

ARTIKEL VIII

Depositaris

1. Dit Protocol wordt neergelegd bij de Secretaris-generaal van de Organisatie (hierna « de depositaris » genoemd).

2. De depositaris :

(a) brengt de regeringen van alle Staten die dit Protocol hebben ondertekend of ertoe zijn toegetreden, op de hoogte van :

(i) elke nieuwe ondertekening of neerlegging van een akte van ratificatie, aanvaarding, goedkeuring of toetreding en van de datum ervan;

(ii) de datum van inwerkingtreding van dit Protocol;

(iii) de neerlegging van elke akte van opzegging van dit Protocol en van de datum van ontvangst ervan en de datum waarop de opzegging van kracht wordt;

(b) stuurt voor eensluidend gewaarmerkte afschriften van dit Protocol toe aan de regeringen van alle Staten die dit Protocol hebben ondertekend of ertoe zijn toegetreden.

3. Zodra dit Protocol in werking treedt, zendt de depositaris een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift ervan aan het Secretariaat van de Verenigde Naties, voor registratie en publicatie overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties.

ARTIKEL IX

Talen

Dit Protocol is opgesteld in één enkel exemplaar in het Arabisch, Chinees, Engels, Frans, Russisch en Spaans, waarvan elk van deze teksten gelijkwaardig authentiek is. Een officiële vertaling in het Italiaans zal worden opgesteld en samen met het ondertekende origineel worden neergelegd.

Gedaan te Londen, elf november negentienhonderd achtentachtig.

BIJLAGE

Wijzigingen en toevoegingen aan de Bijlage bij het Internationaal Verdrag van 1974 voor de Beveiliging van Mensenlevens op Zee

Hoofdstuk I

ALGEMENE BEPALINGEN

DEEL A — TOEPASSING, DEFINITIES ENZ.

Voorschrift 2

Definities

De bestaande tekst van paragraaf (k) wordt vervangen door de volgende :

« (k) « Nieuw schip » betekent een schip waarvan de kiel werd gelegd, of dat zich in een vergelijkbaar bouwstadium bevindt, op of na 25 mei 1980. »

De volgende paragraaf wordt aan de bestaande tekst toegevoegd :

« (n) « Verjaardagsdatum » betekent de dag en maand van elk jaar die overeenstemt met de vervalddag van het desbetreffende certificaat. »

DEEL B — ONDERZOEK EN CERTIFICATEN

Voorschrift 6

Inspectie en onderzoek

De bestaande tekst wordt vervangen door de volgende :

« (a) De inspectie en het onderzoek van schepen moet, voor zover het de toepassing van de bepalingen van deze Voorschriften en het verlenen van vrijstellingen daarvan betreft, worden uitgevoerd door ambtenaren van de administratie. De administratie mag echter de inspectie en het onderzoek van haar schepen toevertrouwen hetzij aan experts daartoe aangesteld, hetzij aan door haar erkende organisaties.

(b) Elke administratie, die experts of erkende organisaties aanduidt om inspecties en onderzoeken uit te voeren zoals voorzien in paragraaf a) van dit Voorschrift, moet tenminste elke aangestelde expert of elke erkende organisatie machtigen om :

(i) te eisen dat aan een schip herstellingen worden uitgevoerd, en

(ii) inspecties en onderzoeken uit te voeren indien de bevoegde autoriteiten van de Staat van de Haven het hen vragen.

De administratie moet aan de Organisatie mededelen welke specifieke verantwoordelijkheden aan de aangestelde experts of erkende organisaties werden gegeven en de voorwaarden voor de hen toegekende bevoegdheid.

(c) Indien een aangesteld expert of een erkende organisatie vaststelt dat de staat van het schip of van zijn uitrusting niet wezenlijk overeenstemt met de gegevens van het certificaat of zodanig zijn dat het schip geen zee kan kiezen zonder gevaar voor het schip of voor de ingescheepte personen, moeten de expert of de erkende organisatie er onmiddellijk voor zorgen dat de nodige herstelmaatregelen worden getroffen en moeten ze de administratie ervan tijdig inlichten. Indien geen herstelmaatregelen worden getroffen moet het betrokken certificaat worden ingetrokken en moet de administratie er onmiddellijk worden van ingelicht en, indien het schip zich in een haven van een andere Verdragsluitende Partij bevindt, moeten de bevoegde autoriteiten van de Staat van de Haven eveneens onmiddellijk ingelicht worden. Wanneer een ambtenaar van de administratie, een aangesteld expert of een erkende organisatie de bevoegde autoriteiten van de Staat van de Haven heeft ingelicht, moet de regering van de betrokken Staat van de Haven aan deze ambtenaar, expert of organisatie alle nodige bijstand verlenen om hen toe te laten hun verplichtingen, ingevolge dit Voorschrift na te komen. In voorkomend geval, moet de regering van de betrokken Staat van de Haven er over waken dat het schip niet zal afvaren vooraleer het, zonder gevaar voor het schip of zijn opvarenden, zee kan kiezen of de haven verlaten om zich naar een gepaste herstellingswerf te begeven.

(d) In ieder geval moet de administratie geheel instaan voor de volledigheid en de doeltreffendheid van de inspectie en het onderzoek en moet ze zich er toe verbinden de nodige maatregelen te treffen om deze verplichting na te komen. »

Voorschrift 7

Onderzoek van passagiersschepen

De bestaande tekst wordt vervangen door de volgende :

« (a) Een passagiersschip moet de hieronder volgende onderzoeken ondergaan :

(i) een eerste onderzoek voordat het schip in dienst wordt gesteld;

(ii) een vernieuwingsonderzoek éénmaal per 12 maanden, behalve wanneer voorschrift 14(b), (e), (f) en (g) van toepassing is;

(iii) aanvullende onderzoeken indien daartoe aanleiding bestaat.

(b) De hierboven genoemde onderzoeken moeten als volgt worden uitgevoerd :

(i) het eerste onderzoek omvat een volledige inspectie van de constructie, machine-installatie en uitrusting van het schip, met inbegrip van het vlak van het schip aan de buitenzijde, en het in- en uitwendige van de ketels. Dit onderzoek moet verzekeren dat de algemene inrichting, materialen en verbanddelen van de romp, de ketels en andere drukvaten met toebehoren, de hoofd- en hulpwerktuigen, elektrische installaties, radio-installaties (met inbegrip van deze gebruikt in reddingsmiddelen), brandbescherming, brandbeveiligingssystemen en -middelen, reddingsmiddelen en -installaties, scheepsnavigatie-uitrusting, nautische publicaties, loodsinschepingsmiddelen en andere uitrusting volledig overeenstemmen met de vereisten van deze voorschriften en van de wetten, besluiten, beschikkingen en voorschriften die op grond daarvan door de administratie zijn uitgevaardigd voor schepen in de dienst waarvoor het te onderzoeken schip is bestemd. Het onderzoek moet ook zodanig zijn dat het zeker is dat de technische uitvoering van alle delen van het schip en zijn uitrusting in alle opzichten bevredigend is, en dat het schip is voorzien is van alle lichten, dagmerken, middelen voor het geven van geluidsseinen en noodseinen zoals vereist door de bepalingen van deze voorschriften en de geldende Internationale Bepalingen ter Voorkoming van Aanvaringen op Zee;

(ii) het vernieuwingsonderzoek omvat een inspectie van de constructie, ketels en andere drukvaten, machine-installaties, met inbegrip van het vlak van het schip aan de buitenzijde. Het onderzoek moet verzekeren dat het schip wat betreft constructie, ketels en andere drukvaten en hun toebehoren, hoofd- en hulpwerktuigen, elektrische installatie, radio-installaties (met inbegrip van deze gebruikt in reddingsmiddelen), brandbescherming, brandbeveiligingssystemen en -middelen, reddingsmiddelen en -installaties, scheepsnavigatie-uitrusting, nautische publicaties, loodsinschepingsmiddelen en andere uitrusting in een deugdelijke toestand verkeert en geschikt is voor de dienst waarvoor het is bestemd, en dat het voldoet aan de vereisten van deze voorschriften en van de wetten, besluiten, beschikkingen en voorschriften die op grond daarvan door de administratie zijn uitgevaardigd. De lichten, dagmerken en middelen voor het geven van geluidsseinen en noodseinen die aan boord zijn, moeten eveneens aan bovengenoemd onderzoek worden onderworpen, teneinde te verzekeren dat zij voldoen aan de vereisten van deze voorschriften en de geldende Internationale Bepalingen ter Voorkoming van Aanvaringen op Zee;

(iii) een aanvullend onderzoek, dat afhankelijk van de omstandigheden volledig of gedeeltelijk is, wordt uitgevoerd na een herstelling tengevolge van een onderzoek zoals voorgeschreven in voorschrift 11, of telkens wanneer aan het schip belangrijke herstellingen of vernieuwingen worden uitgevoerd. Het onderzoek moet zodanig zijn dat het zeker is dat de noodzakelijke herstellingen of vernieuwingen deugdelijk werden uitgevoerd, dat de materialen en uitvoering van die herstellingen of vernieuwingen in alle opzichten bevredigend zijn en dat het schip in alle opzichten voldoet aan de vereisten van deze voorschriften en de geldende Internationale Bepalingen ter Voorkoming van Aanvaringen op Zee, en aan de wetten, besluiten, beschikkingen en voorschriften die de administratie op grond daarvan uitvaardigt;

(c) (i) de wetten, besluiten, beschikkingen en voorschriften bedoeld onder paragraaf (b) van dit voorschrift moeten in alle opzichten verzekeren dat het schip, uit een oogpunt van de beveiliging van mensenlevens, geschikt is voor de dienst waarvoor het is bestemd;

(ii) zij moeten onder andere voorschrijven welke vereisten in acht moeten worden genomen voor de eerste en de volgende hydraulische of andere aanvaardbare gelijkwaardige beproevingen waaraan de hoofd- en hulpketels, verbindingen, stoomleidingen, hogedrukvaten en brandstoftanks voor verbrandingsmotoren moeten worden onderworpen, alsmede de beproevingsmethoden die moeten worden gevolgd en de intervallen tussen twee opeenvolgende beproevingen. »

Voorschrift 8

Onderzoeken van reddingsmiddelen en andere uitrusting van vrachtschepen

De bestaande tekst wordt vervangen door de volgende :

« (a) De reddingsmiddelen en andere uitrusting van vrachtschepen met een brutotonmaat van 500 ton of meer, zoals omschreven in paragraaf (b) (i) moeten worden onderworpen aan de volgende onderzoeken :

(i) een eerste onderzoek voordat het schip in dienst wordt gesteld;

(ii) een vernieuwingsonderzoek op door de administratie bepaalde intervallen die niet langer dan 5 jaar mogen zijn, behalve indien voorschrift 14(b), (e), (f) en (g) van toepassing is;

(iii) een periodiek onderzoek binnen de drie maanden voor of na de twee verjaardagsdatum van het Uitrustingsveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen. Dit onderzoek vervangt een van de jaarlijkse onderzoeken zoals bedoeld in paragraaf (a) (iv);

(iv) een jaarlijks onderzoek binnen de drie maanden voor of na elke verjaardagsdatum van het Uitrustingsveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen;

(v) een aanvullend onderzoek zoals in voorschrift 7(b)(iii) voorgeschreven voor passagiersschepen.

(b) De onderzoeken bedoeld onder paragraaf (a) moeten als volgt worden uitgevoerd :

(i) het eerste onderzoek omvat een volledige inspectie van de brandbeveiligingssystemen en -middelen, reddingsmiddelen en -installaties behalve radio-installaties, de scheepsnavigatie-uitrusting, loodsinschepingsmiddelen en andere uitrusting waarop hoofdstukken II-1, II-2, III en V betrekking hebben, teneinde te verzekeren dat ze volledig overeenstemmen met de vereisten van deze voorschriften, dat ze in een bevredigende toestand verkeren en dat ze geschikt zijn voor de dienst waarvoor het schip bestemd is. De brandbestrijdingsplannen, nautische publicaties, navigatielichten, dagmerken, middelen voor het geven van geluidsseinen en noodseinen moeten eveneens aan bovengenoemd onderzoek worden onderworpen teneinde te verzekeren dat ze overeenstemmen met de vereisten van deze voorschriften en, waar van toepassing, de geldende Internationale Bepalingen ter Voorkoming van Aanvaringen op Zee;

(ii) de vernieuwings- en periodieke onderzoeken omvatten een inspectie van de uitrusting bedoeld onder paragraaf (b)(i) teneinde te verzekeren dat ze overeenstemt met de desbetreffende vereisten van deze voorschriften en de geldende Internationale Bepalingen ter Voorkoming van Aanvaringen op Zee, dat ze in een bevredigende toestand verkeert en dat ze geschikt is voor de dienst waarvoor het schip bestemd is;

(iii) het jaarlijkse onderzoek omvat een algemene inspectie van de uitrusting bedoeld onder paragraaf (b)(i), teneinde te verzekeren dat ze wordt onderhouden conform voorschrift 11(a) en dat ze bevredigend blijft voor de dienst waarvoor het schip bestemd is.

(c) Op het Uitrustingsveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen wordt aantekening gemaakt van de periodieke en jaarlijkse onderzoeken bedoeld onder paragrafen (a)(iii) en (a)(iv). »

Voorschrift 9

Onderzoeken van radio- en radarinstallaties van vrachtschepen

De bestaande titel wordt vervangen door de volgende :

« Onderzoeken van radio-installaties van vrachtschepen »

De bestaande tekst wordt vervangen door de volgende :

« (a) De radio-installaties, met inbegrip van de radio-installaties die in de reddingsmiddelen worden gebruikt van vrachtschepen waarop hoofdstukken III en IV van toepassing zijn, moeten onderworpen worden aan de volgende onderzoeken :

- (i) een eerste onderzoek voordat het schip in dienst wordt gesteld;
- (ii) een vernieuwingsonderzoek op door de administratie bepaalde intervallen die niet langer dan 5 jaar mogen zijn, behalve indien voorschrift 14(b), (e), (f) en (g) van toepassing is;
- (iii) een periodiek onderzoek binnen de drie maanden voor of na de tweede verjaardagsdatum van het Radioveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen;
- (iv) een aanvullend onderzoek zoals in voorschrift 7(b)(iii) voorgeschreven voor passagiersschepen.

(b) De onderzoeken bedoeld onder paragraaf (a) moeten als volgt worden uitgevoerd :

(i) het eerste onderzoek omvat een volledige inspectie van de radioinstallaties van vrachtschepen, met inbegrip van de radioinstallaties die worden gebruikt in reddingsmiddelen teneinde te verzekeren dat ze volledig overeenstemmen met de vereisten van deze voorschriften;

(ii) de vernieuwings- en periodieke onderzoeken omvatten een inspectie van de radio-installaties van vrachtschepen, met inbegrip van de radio-installaties die worden gebruikt in reddingsmiddelen teneinde te verzekeren dat ze volledig overeenstemmen met de vereisten van deze voorschriften;

(c) Op het Radioveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen wordt aantekening gemaakt van de periodieke onderzoeken bedoeld onder paragraaf (a)(iii). »

Voorschrift 10

Onderzoek van romp, machines en uitrusting van vrachtschepen

De bestaande titel wordt vervangen door de volgende :

« Onderzoek van constructie, machine-installaties en uitrusting van vrachtschepen »

De bestaande tekst wordt vervangen door de volgende :

« (a) Constructie, machine-installatie en uitrusting (andere items dan die waarvoor een Uitrustingsveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen en een Radioveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen worden uitgegeven) van een vrachtschip zoals omschreven in paragraaf (b)(i) moeten onderworpen worden aan de hieronder volgende onderzoeken en inspecties :

(i) een eerste onderzoek dat ook het vlak van het schip aan de buitenzijde betreft, voordat het schip in dienst wordt gesteld;

(ii) een vernieuwingsonderzoek op door de administratie bepaalde intervallen die niet langer dan 5 jaar mogen zijn, behalve indien voorschrift 14(b), (e), (f) en (g) van toepassing is;

(iii) een tussentijds onderzoek binnen de drie maanden voor of na de tweede verjaardagsdatum of binnen de drie maanden voor of na de derde verjaardagsdatum van het Veiligheidsconstructiecertificaat voor Vrachtschepen. Dit onderzoek vervangt een van de jaarlijkse onderzoeken zoals bedoeld in paragraaf (a)(iv);

(iv) een jaarlijks onderzoek binnen de drie maanden voor of na elke verjaardagsdatum van het Veiligheidsconstructiecertificaat voor Vrachtschepen;

(v) minstens twee inspecties van het vlak van het schip aan de buitenzijde tijdens elke tijdsduur van vijf jaar, behalve indien voorschrift 14(e) of (f) van toepassing is. Wanneer voorschrift 14(e) of (f) van toepassing is, mag deze tijdsduur van vijf jaar worden verlengd om samen te vallen met de verlengde geldigheidsduur van het certificaat. In alle gevallen mag het interval tussen twee dergelijke inspecties niet langer zijn dan 36 maanden;

(vi) een aanvullend onderzoek zoals in voorschrift 7(b)(iii) voorgeschreven voor passagiersschepen.

(b) De onderzoeken en inspecties bedoeld in paragraaf (a) moeten als volgt worden uitgevoerd :

(i) het eerste onderzoek omvat een volledige inspectie van de constructie, de machine-installatie en de uitrusting. Dit onderzoek moet verzekeren dat de algemene inrichting, materialen, verbanddelen en technische uitvoering van de romp, de ketels en andere drukvaten met hun toebehoren, de hoofd- en hulpwerktuigen met inbegrip van de stuurinrichting en aanverwante bedieningssystemen, elektrische installatie en andere uitrusting overeenstemmen met de vereisten van deze voorschriften, in bevredigende toestand verkeren en geschikt zijn voor de dienst waarvoor het schip bedoeld is. In het geval van tankschepen moet dit onderzoek ook een inspectie omvatten van de pompkamers, lading-, brandstof- en ventilatiepijpleidingen en aanverwante veiligheidsapparatuur;

(ii) het vernieuwingsonderzoek omvat een inspectie van de romp, machine-installaties en uitrusting zoals omschreven in paragraaf (b)(i) teneinde te verzekeren dat ze overeenstemmen met de vereisten van deze voorschriften, in bevredigende toestand verkeren en geschikt zijn voor de dienst waarvoor het schip bedoeld is;

(iii) het tussentijds onderzoek omvat een inspectie van de romp, ketels en andere drukvaten, machine-installaties en uitrusting, stuurinrichting en daarmee verwante bedieningssystemen en elektrische installaties teneinde te verzekeren dat ze in bevredigende staat blijven voor de dienst waarvoor het schip bedoeld is. In het geval van tankschepen zal dit onderzoek ook een inspectie omvatten van de pompkamers, ladings-, brandstof- en ventilatieleidingen en daarmee verwante veiligheidsapparatuur, en een beproeving van de isolatie weerstand van elektrische installaties in gevaarlijke zones;

(iv) het jaarlijks onderzoek omvat een algemene inspectie van de romp, machine-installaties en uitrusting omschreven in paragraaf (b)(i) teneinde te verzekeren dat ze werden onderhouden conform voorschrift 11(a) en dat ze in bevredigende toestand blijven voor de dienst waarvoor het schip bestemd is;

(v) de inspectie van het vlak van het schip aan de buitenkant en het onderzoek van de gelijktijdig geïnspecteerde aanverwante items, moet van die aard zijn dat het zeker is dat ze in bevredigende toestand blijven voor de dienst waarvoor het schip bestemd is.

(c) Op het Veiligheidsconstructiecertificaat voor Cargoschepen wordt aantekening gemaakt van de tussentijdse en jaarlijkse onderzoeken en inspecties van het vlak van het schip aan de buitenkant, bedoeld onder paragrafen (a)(iii), (a)(iv) en (a)(v). »

Voorschrift 11

Handhaving van de toestand na het onderzoek

De bestaande tekst wordt vervangen door de volgende :

« (a) De toestand van het schip en zijn uitrusting moet in overeenstemming met de bepalingen van deze voorschriften worden gehandhaafd teneinde te verzekeren dat het schip in alle opzichten geschikt blijft om zee te kiezen zonder gevaar voor het schip of de opvarenden.

(b) Na de voltooiing van een onderzoek van het schip krachtens de voorschriften 7, 8, 9 of 10 mag er geen wijziging worden doorgevoerd in de structuur, machine-installaties, uitrusting en andere items die door het onderzoek gedekt zijn, zonder de toestemming van de administratie.

(c) Indien het schip een ongeval heeft of er zich een defect voordoet dat de veiligheid van het schip of de doeltreffendheid of de integriteit van de reddingsmiddelen of andere uitrusting aantast, moet de kapitein of de eigenaar van het schip zo spoedig mogelijk verslag uitbrengen aan de administratie, de aangestelde expert of erkende organisatie die verantwoordelijk is voor het afleveren van het desbetreffende certificaat, die een enquête moet doen uitvoeren teneinde vast te stellen of het nodig is dat een onderzoek zoals bepaald in de voorschriften 7, 8, 9 of 10 nodig is. Indien het schip zich bevindt in een haven van een andere verdragsluitende Partij moeten de kapitein of de eigenaar eveneens meteen verslag uitbrengen bij de bevoegde autoriteiten van de Havenstaat. De aangestelde expert of de erkende organisatie moeten er zich van verzekeren dat een dergelijk verslag werd uitgebracht. »

Voorschrift 12

Afgifte van certificaten

De bestaande titel wordt vervangen door de volgende :

« Afgifte van of aantekening op certificaten ».

De bestaande tekst wordt vervangen door de volgende :

« (a)

(i) Een certificaat, Veiligheidscertificaat voor Passagiersschepen genaamd, wordt na een eerste of vernieuwingsonderzoek afgegeven ten behoeve van een passagiersschip dat voldoet aan de desbetreffende vereisten van hoofdstukken II-1, II-2, III, IV en V, en aan alle andere desbetreffende vereisten van deze voorschriften;

(ii) Een certificaat, Veiligheidsconstructiecertificaat voor Vrachtschepen genaamd, wordt na een eerste of vernieuwingsonderzoek afgegeven ten behoeve van een vrachtschip dat voldoet aan de desbetreffende vereisten van hoofdstukken II-1, en II-2 (andere dan diegene die betrekking hebben op brandveiligheidssystemen en -middelen en brandbestrijdingsplannen) en aan alle andere desbetreffende vereisten van deze voorschriften;

(iii) Een certificaat, Uitrustingsveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen genaamd, wordt na een eerste of vernieuwingsonderzoek afgegeven ten behoeve van een vrachtschip dat voldoet aan de desbetreffende vereisten van hoofdstukken II-1, II-2, III en V, en aan alle andere desbetreffende vereisten van deze voorschriften;

(iv) Een certificaat, Radioveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen genaamd, wordt na een eerste of vernieuwingsonderzoek afgegeven ten behoeve van een vrachtschip dat voldoet aan de desbetreffende vereisten van hoofdstuk IV en aan alle andere desbetreffende vereisten van deze voorschriften;

(v) (1) Een certificaat, Veiligheidscertificaat voor Vrachtschepen genaamd, kan na een eerste of vernieuwingsonderzoek worden afgegeven ten behoeve van een vrachtschip dat voldoet aan de desbetreffende vereisten van hoofdstukken II-1, II-2, III, IV en V, en aan alle andere desbetreffende vereisten van deze voorschriften, ter vervanging van de certificaten bedoeld onder paragrafen (a)(ii), (a)(iii) en (a)(iv);

(2) Wanneer in dit hoofdstuk wordt verwezen naar een Veiligheidsconstructiecertificaat voor Vrachtschepen, Uitrustingsveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen of Radioveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen, geldt dit ook voor een Veiligheidscertificaat voor Vrachtschepen, indien dit wordt gebruikt ter vervanging van deze certificaten.

(vi) Het Veiligheidscertificaat voor Passagiersschepen, het Uitrustingsveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen, het Radioveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen en het Veiligheidscertificaat voor Vrachtschepen bedoeld onder subparagrafen (i), (iii), (iv) en (v) moeten worden aangevuld met een inventaris van uitrusting;

(vii) Wanneer aan een schip een vrijstelling wordt verleend krachtens en in overeenstemming met de bepalingen van deze voorschriften, moet een Vrijstellingscertificaat worden afgegeven als toevoeging bij de in deze paragraaf voorgeschreven certificaten;

(viii) De certificaten bedoeld in dit voorschrift moeten worden afgegeven of van een aantekening worden voorzien door ofwel de administratie ofwel een persoon of organisatie die daartoe werd gemachtigd. In elk geval draagt die administratie de volledige verantwoordelijkheid voor de certificaten.

(b) Een Verdragsluitende regering, mag vanaf de datum waarop de aanvaarding van dit Verdrag door die regering in werking treedt, geen certificaten meer afgeven krachtens en overeenkomstig de bepalingen van het Internationaal Verdrag voor de Beveiliging van Mensenlevens op Zee van 1960, 1948 of 1929. »

Voorschrift 13

Afgifte van certificaten door een andere regering

De bestaande titel wordt vervangen door de volgende :

« Afgifte van of aantekening op certificaten door een andere regering »

De bestaande tekst wordt vervangen door de volgende :

« Een Verdragsluitende regering, kan op verzoek van de administratie opdracht geven tot onderzoek van een schip en indien ze zeker is dat aan de vereisten van deze voorschriften voldaan is, de certificaten afgeven ten behoeve van het schip of daartoe machtiging geven en waar gepast de certificaten van het schip van een aantekening voorzien overeenkomstig deze voorschriften of daartoe machtiging verlenen. Elk aldus afgegeven certificaat moet een verklaring bevatten dat het werd uitgereikt op verzoek van de regering van de Staat wiens vlag het schip gerechtigd is te voeren en heeft dezelfde kracht en moet dezelfde erkenning genieten als een certificaat dat werd uitgereikt krachtens voorschrift 12. »

Voorschrift 14

Geldigheidsduur van certificaten

De bestaande titel wordt vervangen door de volgende :

« Geldigheidsduur en geldigheid van certificaten »

De bestaande tekst wordt vervangen door de volgende :

« (a) Een Veiligheidscertificaat voor Passagiersschepen wordt afgegeven voor een tijdsduur van niet meer dan 12 maanden. Een Veiligheidsconstructiecertificaat voor Vrachtschepen, een Uitrustingsveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen en een Radioveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen wordt uitgereikt voor een tijdsduur die wordt bepaald door de administratie maar die niet langer mag zijn dan vijf jaar. De geldigheidsduur van een Vrijstellingscertificaat kan niet langer zijn dan de geldigheidsduur van het desbetreffende certificaat.

(b)

(i) In weerwil van de bepalingen van paragraaf (a) is, indien een vernieuwingsonderzoek wordt voltooid binnen drie maanden vóór de vervalddag van het bestaande certificaat, het nieuwe certificaat geldig vanaf de datum waarop het vernieuwingsonderzoek werd voltooid tot :

(1) voor een passagiersschip, een datum die maximum 12 maanden na de vervalddag van het bestaande certificaat valt;

(2) voor een vrachtschip, een datum die maximum vijf jaar na de vervalddag van het bestaande certificaat valt;

(ii) Indien het vernieuwingsonderzoek wordt voltooid na de vervalddag van het bestaande certificaat, is het nieuwe certificaat geldig vanaf de datum waarop het vernieuwingsonderzoek werd voltooid tot :

(1) voor een passagiersschip, een datum die maximum 12 maanden na de vervalddag van het bestaande certificaat valt;

(2) voor een vrachtschip, een datum die maximum vijf jaar na de vervalddag van het bestaande certificaat valt;

(iii) Indien het vernieuwingsonderzoek meer dan drie maanden vóór de vervalddag van het bestaande certificaat wordt voltooid, is het nieuwe certificaat geldig vanaf de datum waarop het vernieuwingsonderzoek werd voltooid tot :

(1) voor een passagiersschip, een datum die maximum 12 maanden na de datum van voltooiing van dat vernieuwingsonderzoek valt;

(2) voor een vrachtschip, een datum die maximum vijf jaar na de datum van voltooiing van het vernieuwingsonderzoek valt.

(c) Indien een ander certificaat dan een Veiligheidscertificaat voor Passagiersschepen wordt afgegeven voor een tijdsduur van minder dan vijf jaar, mag de administratie de geldigheidsduur van het certificaat verlengen tot de maximale, in paragraaf (a) bepaalde tijdsduur, op voorwaarde dat de onderzoeken die gelden voor de afgifte van een certificaat voor een tijdsduur van 5 jaar, bedoeld in voorschriften 8, 9 en 10, naar behoren werden uitgevoerd.

(d) Indien een vernieuwingsonderzoek werd voltooid en een nieuw certificaat niet kan worden afgegeven of aan boord van het schip kan worden gebracht vóór de vervalddatum van het bestaande certificaat, mag de persoon of organisatie die de administratie daartoe heeft gemachtigd, het bestaande certificaat van een aantekening voorzien. Dergelijk certificaat zal als geldig worden aangenomen voor een tijdsduur die niet langer mag zijn dan vijf maanden vanaf de vervalddatum.

(e) Indien een schip zich ten tijde van het aflopen van de geldigheidsduur van een certificaat niet in een haven bevindt waar het kan worden onderzocht, mag de administratie de geldigheid van het certificaat verlengen. Een dergelijke verlenging mag echter enkel worden verleend om het schip in staat te stellen zijn reis te voltooien naar de haven waar het moet worden onderzocht, en dan nog enkel in gevallen waarin het gepast en redelijk voorkomt dit te doen. Geen enkel certificaat mag aldus worden verlengd voor een tijdsduur van langer dan drie maanden, en een schip ten behoeve waarvan een verlenging werd toegestaan, mag na zijn aankomst in de haven waar het onderzocht moet worden, deze haven niet meer verlaten krachtens een dergelijke verlenging en zonder een nieuw certificaat te hebben verkregen. Wanneer het vernieuwingsonderzoek is voltooid, zal het nieuwe certificaat geldig zijn voor :

(i) voor een passagiersschip, een tijdsduur van maximaal 12 maanden vanaf de vervalddag van het bestaande certificaat, vóór de verleende verlenging;

(ii) voor een vrachtschip, een tijdsduur van maximaal vijf jaar vanaf de vervalddag van het bestaande certificaat, vóór de verleende verlenging.

(f) Ten behoeve van een schip dat op korte reizen wordt ingezet, mag de administratie het certificaat dat niet werd verlengd op grond van de voorgaande bepalingen van dit voorschrift, verlengen voor een tijdsduur van maximaal één maand aanvangende op de op het certificaat vermelde vervalddatum. Wanneer het vernieuwingsonderzoek voltooid is, zal het nieuwe certificaat gelden tot :

(i) voor een passagiersschip, een tijdsduur van maximaal 12 maanden vanaf de vervalddag van het bestaande certificaat, vóór de verleende verlenging;

(ii) voor een vrachtschip, een tijdsduur van maximaal vijf jaar vanaf de vervalddag van het bestaande certificaat, vóór de verleende verlenging.

(g) In speciale, door de administratie bepaalde omstandigheden hoeft een nieuw certificaat niet te worden gedateerd vanaf de vervalddatum van het bestaande certificaat zoals vereist door paragrafen (b)(ii), (e) of (f). In deze speciale omstandigheden is het nieuwe certificaat geldig tot :

(i) voor een passagiersschip, een datum die maximum 12 maanden na de datum van voltooiing van het vernieuwingsonderzoek valt;

(ii) voor een vrachtschip, een datum die maximum vijf jaar na de datum van voltooiing van het vernieuwingsonderzoek valt.

(h) Indien een jaarlijks, tussentijds of periodiek onderzoek wordt voltooid vóór de in de desbetreffende voorschriften bepaalde tijdsduur :

(i) dan wordt de op het desbetreffende certificaat vermelde verjaardagsdatum met een aantekening aangepast tot een datum maximaal drie maanden na de datum waarop het onderzoek werd voltooid;

(ii) dan wordt het daarop volgende, door de desbetreffende voorschriften vereist jaarlijkse, tussentijdse of periodieke onderzoek afgewerkt op de door deze voorschriften bepaalde intervallen, met inachtnaam van de nieuwe verjaardagsdatum;

(iii) dan mag de vervaldatum onveranderd blijven, op voorwaarde dat een of meer jaarlijkse, tussentijdse of periodieke onderzoeken worden uitgevoerd zodat het maximale interval tussen de door de desbetreffende voorschriften opgelegde onderzoeken niet wordt overtroffen.

(i) Een krachtens voorschrift 12 of 13 afgegeven certificaat verliest zijn geldigheid in elk van de hierna volgende gevallen :

(i) indien de desbetreffende onderzoeken en inspecties geen plaats hebben gehad binnen de termijnen bepaald in voorschriften 7(a), 8(a), 9(a) en 10(a);

(ii) indien het certificaat niet van een aantekening werd voorzien in overeenstemming met deze voorschriften;

(iii) indien een schip overgebracht wordt onder de vlag van een andere Staat. Geen nieuw certificaat mag worden afgeleverd tenzij de regering die het nieuwe certificaat moet afgeven de zekerheid heeft dat het schip voldoet aan de vereisten van voorschrift 11(a) en (b). In geval van een overbrenging tussen twee Verdragssluitende regeringen zendt de regering van de Staat waarvan het schip voorheen de vlag mocht voeren zo spoedig mogelijk aan de administratie kopieën van de certificaten waarover het schip vóór de overdracht beschikte en, indien beschikbaar, kopieën van de onderzoeksverslagen, zo zij hierom wordt gevraagd binnen een termijn van drie maanden volgend op de overbrenging. »

Voorschrift 15

Model van certificaten

De bestaande titel wordt vervangen door de volgende :

« Modellen van certificaten en inventarissen van uitrusting »

De bestaande tekst wordt vervangen door de volgende :

« De certificaten en inventarissen van uitrusting moeten worden opgesteld in de vorm die overeenstemt met de modellen in het aanhangsel van de Bijlage bij dit Verdrag. Indien de gebruikte taal noch het Engels noch het Frans is, moet de tekst een vertaling in een van deze talen bevatten. »

Voorschrift 16

Bekendmaking van certificaten

De bestaande titel wordt vervangen door de volgende :

« Beschikbaarheid van certificaten »

De bestaande tekst wordt vervangen door de volgende :

« De certificaten die worden afgegeven krachtens voorschriften 12 en 13 moeten voorhanden zijn aan boord, om ze ten allen tijde te kunnen controleren. »

Voorschrift 19

Controle

De bestaande tekst wordt vervangen door de volgende :

« (a) In een haven van een andere Verdragssluitende regering is elk schip onderworpen aan controle door bevoegde ambtenaren van deze regering, voor zover deze controle erop gericht is na te gaan of de certificaten die werden afgegeven krachtens voorschrift 12 of 13 nog geldig zijn.

(b) Dergelijke certificaten moeten indien ze nog geldig zijn worden aangenomen, tenzij er duidelijke redenen bestaan om aan te nemen dat de toestand van het schip of van zijn uitrusting in belangrijke mate afwijkt van de gegevens van een of ander certificaat of dat het schip en zijn uitrusting niet voldoen aan de bepalingen van voorschriften 11(a) en (b).

(c) In de omstandigheden bedoeld onder paragraaf (b), of wanneer een certificaat vervallen of niet meer geldig is, moet de controlerende ambtenaar de nodige maatregelen nemen om ervoor te zorgen dat het schip niet kan uitvaren totdat het zonder gevaar voor het schip of zijn opvarenden zee kan kiezen of de haven verlaten om zich naar de geschikte herstellingswerf te begeven.

(d) Ingeval deze controle aanleiding geeft tot een tussenkomst van welke aard ook, moet de controlerende ambtenaar de Consul, en in zijn afwezigheid, de dichtstbijzijnde diplomatieke vertegenwoordiger van de Staat wiens vlag het schip gerechtigd is te voeren, terstond schriftelijk op de hoogte brengen van de omstandigheden waardoor deze tussenkomst noodzakelijk werd geacht. Bovendien moeten de aangestelde expert of de erkende organisaties, verantwoordelijk voor het afgeven van de certificaten eveneens ingelicht worden. De feiten aangaande die tussenkomst worden gerapporteerd aan de Organisatie.

(e) De betrokken autoriteiten van de Havenstaat moeten, indien ze de maatregelen bepaald in paragrafen (c) en (d) niet kan nemen of indien het schip toelating ontving om zich naar de volgende aanleghaven te begeven, alle terzake dienende inlichtingen meedelen aan de overheden van de volgende aanleghaven alsook aan de personen en organisaties vermeld in paragraaf (d).

(f) Bij het uitvoeren van de controle op grond van dit voorschrift moet in de mate van het mogelijke worden vermeden dat een schip onrechtmatig wordt opgehouden of vertraging oploopt. Elk schip dat wegens het uitvoeren van de controle onrechtmatig werd opgehouden of vertraging opliep, heeft recht tot schadevergoeding voor opgelopen verlies of schade. »

AANHANGSEL

Wijzigingen en toevoegingen aan het Aanhangsel van de Bijlage bij het Internationaal Verdrag voor de Beveiliging van Mensenlevens op Zee, 1974

De bestaande modellen van het Veiligheidscertificaat voor Passagiersschepen, het Veiligheidsconstructiecertificaat voor Vrachtschepen, het Uitrustingscertificaat voor Vrachtschepen, het Radiotelegrafieveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen, het Radiotelefonieveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen en het Certificaat van Vrijstelling in het aanhangsel van de Bijlage bij het Verdrag worden vervangen door de volgende modellen van certificaten en inventarissen van uitrusting.

« Model van Veiligheidscertificaat voor Passagiersschepen

VEILIGHEIDSCERTIFICAAT VOOR PASSAGIERSSCHEPEN

Dit certificaat dient te worden aangevuld met een Inventaris van Uitrusting (Model P)

(Officieel zegel)

(Staat)

voor een : een korte (1) internationale reis

Schrappen wat niet past.

Uitgereikt krachtens de bepalingen van het INTERNATIONAAL VERDRAG VAN 1974 VOOR DE BEVEILIGING VAN MENSENLEVENEN OP ZEE, gewijzigd door het daarop betrekking hebbende Protocol van 1988.

Namens de regering van

_____ (naam van de Staat)

door

_____ (gemachtigde persoon of organisatie)

Kenmerken van het schip (2)

Naam van het schip :

Onderscheidingsnummer of -letters :

Thuishaven :

Bruto tonnenmaat :

Zeegebieden waarvoor het schip is gecertificeerd om er te opereren (voorschrift IV/2) :

IMO-nummer (3) :

Datum waarop de kiel werd gelegd of waarop het schip zich in een gelijkwaardig stadium van bouw bevond of, waar van toepassing, datum waarop de werkzaamheden voor een ombouw of een verbouwing of een ingrijpende wijziging werden aangevat :

Nota

(1) Schrappen wat niet past.

(2) De kenmerken van het schip mogen bij wijze van alternatief horizontaal in vakjes worden geplaatst.

(3) In overeenstemming met resolutie A.600(15) - IMO Ship Identification Number Scherme (scheepsidentificatienummerschema) mag deze informatie op vrijwillige basis worden toegevoegd.

HIERMEDE WORDT VERKLAARD :

1. Dat het schip werd onderzocht overeenkomstig de vereisten van voorschrift I/7 van het Verdrag.

2. Dat het onderzoek heeft aangetoond dat :

2.1 het schip voldeed aan de vereisten van het Verdrag wat betreft :

.1 de constructie, hoofd- en hulpwerktuigen, ketels en andere drukvaten;

.2 de inrichting van en de bijzonderheden met betrekking tot de waterdichte indeling en details;

.3 de volgende indelingslastlijnen :

| Vastgestelde indelingslastlijnen zoals deze op het scheepsboord midscheeps zijn aangebracht (voorschrift II-1/13) | Uitwatering | Toe te passen wanneer de passagiersruimten de volgende beurteilungen voor passagiers of goederen gebruikt wordende afdelingen omvatten |
|---|-------------|--|
| C.1 | | |
| C.2 | | |
| C.3 | | |

2.2 het schip voldeed aan de vereisten van het Verdrag wat betreft constructieve brandbeveiliging, brandbeveiligingsystemen en -middelen en brandbeveiligingsplannen;

2.3 de reddingsmiddelen en de uitrusting van de reddingsboten, reddingsvloten en de man-overboordboten voldeden aan de vereisten van het Verdrag;

2.4 het schip uitgerust was met een lijnwerptoestel en radio-installaties voor gebruik in reddingsmiddelen in overeenstemming met de vereisten van het Verdrag;

2.5 het schip voldeed aan de vereisten van het Verdrag wat betreft radio-installaties;

2.6 de werking van de radio-installaties in de reddingsmiddelen voldeed aan de vereisten van het Verdrag;

2.7 het schip voldeed aan de vereisten van het Verdrag wat betreft scheepsnavigatie-uitrusting, loodsinscheping-middelen en nautische publicaties;

2.8 het schip uitgerust was met lichten, dagmerken, middelen voor het geven van geluidsseinen en noodseinen in overeenstemming met de vereisten van het Verdrag en de geldende Internationale Bepalingen ter Voorkoming van Aanvaringen op Zee;

2.9 het schip in alle andere opzichten voldeed aan de desbetreffende vereisten van het Verdrag.

3. Dat er een/geen (1) Vrijstellingscertificaat werd afgegeven.

Dit certificaat is geldig tot.....

Uitgereikt te

(Plaats van uitreiking van certificaat)

(Datum van uitreiking)

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar die het certificaat uitreikt)

(Zegel of stempel van de uitreikende instantie, zoals passend)

Nota

(1) Schrappen wat niet past.

Aantekening ingeval het vernieuwingsonderzoek werd voltooid en voorschrift 1/14(d) van toepassing is.

Het schip voldoet aan de desbetreffende vereisten van het Verdrag, en dit certificaat zal overeenkomstig voorschrift I/14(d) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot :

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de uitreikende instantie, zoals passend)

Aantekening ter de verlenging van de geldigheid van het certificaat tot het bereiken van de haven van onderzoek, of voor een tijdsduur ingeval voorschrift I/14(e) of I/14(f) van toepassing is.

Dit certificaat zal overeenkomstig voorschrift I/14(e)/I14(f) (1) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot :

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de uitreikende instantie, zoals passend)

Nota

(1) Schrappen wat niet past.

Inventaris van Uitrusting bij het Veiligheidscertificaat voor Passagiersschepen (Model P)

Deze inventaris dient permanent aan het Veiligheidscertificaat voor Passagiersschepen te worden gehecht

INVENTARIS VAN UITRUSTING IN VERBAND MET DE NALEVING VAN HET INTERNATIONAAL VERDRAG VAN 1974 VOOR DE BEVEILIGING VAN MENSENLEVEN OP ZEE GEWIJZIGD DOOR HET DAAROP BETREKKING HEBBENDE PROTOCOL VAN 1988

1 Kenmerken van het schip

Naam van het schip :

Onderscheidingsnummer of -letters :

Passagiersaantal waarvoor het gecertificeerd werd :

Minimaal aantal personen met de vereiste vaardigheid om de radio-installaties te bedienen :

2 Bijzonderheden met betrekking tot de reddingsmiddelen

| 1. Totaal aantal personen waarvoor reddingsmiddelen beschikbaar zijn | | |
|--|---------------|-----------------|
| | Bakboordzijde | Stuurboordzijde |
| 2. Totaal aantal reddingsboten | | |
| 2.1. Totaal aantal personen waaraan deze plaats bieden | | |
| 2.2. Aantal gedeeltelijk overdekte reddingsboten (voorschrift III/42) | | |
| 2.3. Aantal zelfrechtende gedeeltelijk overdekte reddingsboten (voorschrift III/43) | | |
| 2.4. Aantal volledig overdekte reddingsboten (voorschrift III/44) | | |
| 2.5. Andere reddingsboten | | |
| 2.5.1. Aantal | | |
| 2.5.2. Type | | |
| 3. Aantal gemotoriseerde reddingsboten dat is opgenomen in bovenstaand totaal aantal reddingsboten | | |
| 3.1. Aantal reddingsboten uitgerust met zoeklichten | | |
| 4. Aantal hulpverleningsboten | | |
| 4.1. Aantal boten inbegrepen in bovenstaand totaal aantal reddingsboten | | |
| 5. Reddingsvloten | | |

| | | |
|---|-------|-------|
| 5.1. Reddingsvloten waarvoor goedgekeurde toestellen voor tewaterlating vereist zijn | ..... | ..... |
| 5.1.1. Aantal reddingsvloten | ..... | ..... |
| 5.1.2. Aantal personen waaraan deze plaats bieden | ..... | ..... |
| 5.2. Reddingsvloten waarvoor geen goedgekeurde toestellen voor tewaterlating vereist zijn | ..... | ..... |
| 5.2.1. Aantal reddingsvloten | ..... | ..... |
| 5.2.2. Aantal personen waaraan deze plaats bieden | ..... | ..... |
| 6. Drijvende toestellen | ..... | ..... |
| 6.1. Aantal drijvende toestellen | ..... | ..... |
| 6.2. Aantal personen die deze kunnen dragen | ..... | ..... |
| 7. Aantal reddingsboeien | ..... | ..... |
| 8. Aantal reddingsgordels | ..... | ..... |
| 9. Dompelpak | ..... | ..... |
| 9.1. Totaal aantal | ..... | ..... |
| 9.2. Aantal pakken die voldoen aan de vereisten voor reddingsgordels | ..... | ..... |
| 10. Aantal hulpmiddelen tegen warmteverlies (1) | ..... | ..... |
| 11. Radio-installaties in reddingsmiddelen | ..... | ..... |
| 11.1. Aantal radartransponders | ..... | ..... |
| 11.2. Aantal tweewegs VHF-radiotelefoontoestellen | ..... | ..... |

Nota

(1) Zonder de middelen die worden vereist door voorschriften III/38.5.1.24, III/41.8.31 en III/47.2.2.13 mee te rekenen.

3 Bijzonderheden met betrekking tot de radiovoorzieningen

| Toestel | Aanwezige voorziening |
|---|-----------------------|
| 1. Primaire systemen | |
| 1.1. VHF radio-installatie | |
| 1.1.1. DSC-encoder | |
| 1.1.2. DSC-luisterdienstontvanger | |
| 1.1.3. Radiotelefonie | |
| 1.2. MF radio-installatie | |
| 1.2.1. DSC-encoder | |
| 1.2.2. DSC-luisterdienstontvanger | |
| 1.2.3. Radiotelefonie | |
| 1.3. MF/HF radio-installatie | |
| 1.3.1. DSC-encoder | |
| 1.3.2. DSC-luisterdienstontvanger | |
| 1.3.3. Radiotelefonie | |
| 1.3.4. Direct-printing radiotelegrafie | |
| 1.4. INMARSAT-scheepsgrondstation | |
| 2. Secundaire noodoproepingsmiddelen | |
| 3. Voorzieningen voor de ontvangst van informatie over de veiligheid op zee | |
| 3.1. NAVTEX-ontvanger | |
| 3.2. EGC-ontvanger | |
| 3.3. HF direct-printing radiotelegrafieontvanger | |

| Toestel | Aanwezige voorziening |
|--|-----------------------|
| 4. EPIRB-satelliet | |
| 4.1. COSPAS-SARSAT | |
| 4.2. INMARSAT | |
| 5. VHF EPIRB | |
| 6. Scheepsradartransponder | |
| 7. Luisterontvanger voor de radiotelefoniefrequentie 2 182 kHz (1) | |
| 8. Apparaat voor het opwekken van het radiotelefoniealarmsein op 2 182 kHz (2) | |

—————
Nota

(1) Tenzij een andere datum word vastgesteld door de Maritieme Veiligheidscommissie van de Organisatie hoeft dit punt niet te worden opgenomen in de inventaris bij na 1 februari 1999 uitgereikte certificaten.

(2) Dit punt hoeft niet meer te worden opgenomen in de inventaris bij na 1 februari 1999 uitgereikte certificaten.

4 Methodes om de beschikbaarheid van radiovoorzieningen te vrijwaren (Voorschriften IV/15.6 en 15.7)

4.1 Verdubbeling van de apparatuur

4.2. Onderhoud aan de wal

4.3 Onderhoudsmogelijkheden op zee

5 Schepen die vóór 1 februari 1995 werden gebouwd en die niet voldoen aan alle toepasselijke vereisten van hoofdstuk IV van het Verdrag zoals gewijzigd in 1988 (1)

Deze sectie hoeft niet te worden opgenomen in de inventaris bij na 1 februari 1999 uitgereikte certificaten.

| | Vereisten van voorschriften | Huidige voorzieningen |
|--|-----------------------------|-----------------------|
| Luisteruren door de operator | | |
| Aantal operatorsIs het autoalarm geïnstalleerd ? | | |
| Is de hoofdinstantie geïnstalleerd ? | | |
| Is de reserve-installatie geïnstalleerd ? | | |
| Zijn de hoofd- en reservezenders elektrisch gescheiden of gecombineerd ? | | |

6 Schepen die vóór 1 februari 1992 werden gebouwd en die niet volledig voldoen aan de toepasselijke vereisten van hoofdstuk III van het Verdrag zoals gewijzigd in 1988 (2)

Deze sectie hoeft niet te worden opgenomen in de inventaris bij na 1 februari 1995 uitgereikte certificaten.

| | Huidige voorziening |
|--|---------------------|
| Radiotelegrafie-installatie voor reddingsboot | |
| Draagbaar radiotoestel voor reddingsvaartuig | |
| EPIRB voor reddingsvaartuig (121,5 MHz en 243,0 MHz) | |
| Tweewegs radiotelefoontoestel | |

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat deze inventaris in alle opzichten juist is.

Uitgereikt te

(Plaats van uitreiking van certificaat)

.....
(Datum van uitreiking)

.....
(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar die het certificaat uitreikt)

(Zegel of stempel van de uitreikende instantie, zoals passend)

—————
Nota

(1) Deze sectie hoeft niet te worden opgenomen in de inventaris bij na 1 februari 1999 uitgereikte certificaten.

(2) Deze sectie hoeft niet te worden opgenomen in de inventaris bij na 1 februari 1995 uitgereikte certificaten.

Model van Veiligheidsconstructiecertificaat voor Vrachtschepen

VEILIGHEIDSCONSTRUCTIECERTIFICAAT VOOR VRACHTSCHEPEN

(Officieel zegel)

(Staat)

Uitgereikt krachtens de bepalingen van het INTERNATIONAAL VERDRAG VAN 1974 VOOR DE BEVEILIGING VAN MENSENLEVEN OP ZEE, gewijzigd door het daarop betrekking hebbende Protocol van 1988

Namens de regering van

(naam van de Staat)

door

(gemachtigde persoon of organisatie)

Kenmerken van het schip (1)

Naam van het schip :

Onderscheidingsnummer of -letters :

Thuishaven :

Bruto tonnenmaat :

Draagvermogen van het schip (metrieke tonnen) (2)

IMO-nummer (3) :

Scheepstype (4)

Olietanker

Chemicaliëntanker

Gastanker

Ander vrachtschip dan de voorgaande

Datum waarop de kiel werd gelegd of waarop het schip zich in een gelijkwaardig stadium van bouw bevond of, waar van toepassing, datum waarop de werkzaamheden voor een ombouw of een verbouwing of ingrijpende wijziging werden aangevat :

HIERMEDE WORDT VERKLAARD :

1. Dat het schip werd onderzocht overeenkomstig de vereisten van voorschrift I/10 van het Verdrag.

2. Dat het onderzoek heeft aangetoond dat de toestand van de romp, machineinstallaties en uitrusting zoals omschreven in het hierboven vermelde voorschrift bevredigend was en dat het schip voldeed aan de desbetreffende vereisten van hoofdstukken II-1 en II-2 van het Verdrag (andere dan met betrekking tot de brandbeveiligingsystemen en -middelen en de brandbeveiligingsplannen).

3. Dat de twee recentste inspecties van het vlak van het schip aan de buitenzijde hebben plaatsvonden op

(datums)

4. Dat er een/geen (4). Vrijstellingscertificaat werd afgegeven.

Nota

(1) De kenmerken van het schip mogen bij wijze van alternatief horizontaal in vakjes worden geplaatst.

(2) Alleen voor olie-, chemicaliën- en gastankers.

(3) In overeenstemming met resolutie A.600(15) - IMO Ship Identification Number Scheme (scheepsidentificatienummerschema) mag deze informatie op vrijwillige basis worden toegevoegd.

(4) Schrappen wat niet past.

Dit certificaat is geldig tot (1), afhankelijk van de jaarlijkse en tussentijdse onderzoeken en inspecties van het vlak van het schip aan de buitenzijde, overeenkomstig voorschrift I/10 van het Verdrag.

Uitgereikt te

(Plaats van uitreiking van certificaat)

(Datum van uitreiking)

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar die het certificaat uitreikt)

(Zegel of stempel van de uitreikende instantie, zoals passend)

Nota

(1) Voeg hier de vervaldatum in zoals bepaald door de Administratie overeenkomstig voorschrift I/14(a) van het Verdrag. De dag en maand van deze datum komen overeen met de verjaardagsdatum zoals gedefinieerd in voorschrift I/2(n) van het Verdrag, tenzij gewijzigd overeenkomstig voorschrift I/14(h)

Aantekening betreffende jaarlijkse en tussentijdse onderzoeken

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat het schip, bij een onderzoek zoals vereist door voorschrift I/10 van het Verdrag, in overeenstemming met de desbetreffende vereisten van het Verdrag werd bevonden.

Jaarlijks onderzoek : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Jaarlijks/Tussentijds onderzoek (1) : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Jaarlijks/Tussentijds onderzoek (1) : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Jaarlijks onderzoek : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

 Nota

(1) Schrapen wat niet past.

Jaarlijks/tussentijds onderzoek overeenkomstig voorschrift I/14(h)(iii)

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat het schip, bij een jaarlijks/tussentijds (1) onderzoek zoals vereist door voorschrift I/14(h)(iii) van het Verdrag, in overeenstemming met de desbetreffende vereisten van het Verdrag werd bevonden.

Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

 Nota

(1) Schrapen wat niet past.

Aantekening betreffende inspecties van het vlak van het schip aan de buitenzijde (1)

Er kunnen aanvullende inspecties opgelegd worden.

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat het schip, bij een inspectie zoals vereist door voorschrift I/10 van het Verdrag, in overeenstemming met de desbetreffende vereisten van het Verdrag werd bevonden.

Eerste inspectie : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Tweede inspectie : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

 Nota

(1) Er kunnen aanvullende inspecties opgelegd worden.

Aantekening ter verlenging van het certificaat
indien het voor minder dan 5 jaar geldig is ingeval van toepassing van voorschrift I/14(c)

Het schip voldoet aan de desbetreffende vereisten van het Verdrag, en dit certificaat moet overeenkomstig voorschrift I/14(c) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Aantekening ingeval het vernieuwingsonderzoek voltooid is en voorschrift I/14(d) van toepassing is

Het schip voldoet aan de desbetreffende vereisten van het Verdrag, en dit certificaat moet overeenkomstig voorschrift I/14(d) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot.....

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Aantekening ter verlenging van de geldigheid van het certificaat tot de haven van onderzoek bereikt is of voor een tijdsduur, wanneer voorschrift I/14(e) of I/14(f) van toepassing is

Dit certificaat moet overeenkomstig voorschrift I/14(e)/I/14(f) (1) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot.....

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

—————
Nota

(1) Schrappen wat niet past.

Aantekening ter vervroeging van de verjaardagsdatum ingeval voorschrift I/14(h) van toepassing is
Overeenkomstig voorschrift I/14(h) van het Verdrag is de nieuwe verjaardagsdatum

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Overeenkomstig voorschrift I/14(h) van het Verdrag is de nieuwe verjaardagsdatum

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Model van Uitrustingsveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen

UITRUSTINGSVEILIGHEIDSCERTIFICAAT VOOR VRACHTSCHEPEN

Dit Certificaat dient te worden aangevuld met een Inventaris van Uitrusting (Model E)

(Officieel zegel)

(Staat)

Uitgereikt krachtens de bepalingen van het Internationaal verdrag van 1974 voor de beveiliging van mensenlevens op zee, gewijzigd door het daarop betrekking hebbende protocol van 1988

Namens de regering van

(naam van de Staat)

door

(gemachtigde persoon of organisatie)

Kenmerken van het schip (1)

Naam van het schip :

Onderscheidingsnummer of -letters :

Thuishaven :

Bruto tonnenmaat :

Draagvermogen van het schip (metrieke tonnen) (2)

Lengte van het schip (voorschrift III/3.10) :

IMO-nummer (3) :

Scheepstype (4)

Olietanker

Chemicaliëntanker

Gastanker

Ander vrachtschip dan de voorgaande.

Datum waarop de kiel werd gelegd of waarop het schip zich in een gelijkwaardig stadium van bouw bevond of, waar van toepassing, datum waarop de werkzaamheden voor een ombouw of een verbouwing of ingrijpende wijziging werden aangevat :

Nota

(1) De kenmerken van het schip mogen bij wijze van alternatief horizontaal in vakjes worden geplaatst.

(2) Alleen voor olie-, chemicaliën- en gastankers.

(3) In overeenstemming met resolutie A.600(15) - IMO Ship Identification Number Scheme (scheepsidentificatienummerschema) mag deze informatie op vrijwillige basis worden toegevoegd.

(4) Schrappen wat niet past.

HIERMEDE WORDT VERKLAARD :

1. Dat het schip werd onderzocht overeenkomstig de vereisten van voorschrift I/8 van het Verdrag.

2. Dat het onderzoek heeft aangetoond dat :

2.1. Het schip voldeed aan de vereisten van het Verdrag met betrekking tot brandbeveiligingssystemen en -middelen en brandbeveiligingsplannen;

2.2. de reddingsmiddelen en de uitrusting van reddingsboten, reddingsvlotten en voldeden aan de vereisten van het Verdrag;

2.3. het schip uitgerust was met een lijnwerptoestel en radio-installaties voor gebruik in de reddingsmiddelen in overeenstemming met de vereisten van het Verdrag;

2.4. het schip voldeed aan de vereisten van het Verdrag wat betreft scheepsnavigatieapparatuur, loodsinscheping-middelen en nautische publicaties;

2.5. het schip was uitgerust met lichten, dagmerken, middelen voor het geven van geluidsseinen en noodseinen in overeenstemming met de vereisten van het Verdrag en de geldende Internationale Bepalingen ter Voorkoming van Aanvaringen op Zee;

2.6. het schip in alle andere opzichten voldeed aan de desbetreffende vereisten van het Verdrag.

3. Dat het schip opereert in overeenstemming met voorschrift III/26.1.1.1 binnen de grenzen van het vaargebied.

4. Dat er een/geen (1) Vrijstellingscertificaat werd uitgereikt.

Nota

(1) Schrappen wat niet past.

Dit certificaat is geldig tot..... (1), afhankelijk van de jaarlijkse en tussentijdse onderzoeken overeenkomstig voorschrift I/8 van het Verdrag.

Uitgereikt te
(Plaats van uitreiking van certificaat)

.....
(Datum van uitreiking)

.....
(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar die het certificaat uitreikt)

(Zegel of stempel van de uitreikende instantie, zoals passend)

Nota

(1) Voeg hier de vervaldatum in zoals bepaald door de Administratie overeenkomstig voorschrift I/14(a) van het Verdrag. De dag en maand van deze datum komen overeen met de verjaardagsdatum zoals gedefinieerd in voorschrift I/2(n) van het Verdrag, tenzij gewijzigd overeenkomstig voorschrift I/14(h).

Aantekening betreffende jaarlijkse en periodieke onderzoeken

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat het schip, bij een onderzoek zoals vereist door voorschrift I/8 van het Verdrag, in overeenstemming met de desbetreffende vereisten van het Verdrag werd bevonden.

Jaarlijks onderzoek : Handtekening :
(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
Plaats :
Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Jaarlijks/Periodiek onderzoek (1) : Handtekening :
(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
Plaats :
Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Jaarlijks/Periodiek onderzoek (1) : Handtekening :
(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
Plaats :
Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Jaarlijks onderzoek : Handtekening :
(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
Plaats :
Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Nota

(1) Schrappen wat niet past.

Jaarlijks/periodiek onderzoek overeenkomstig voorschrift I/14(h)(iii)

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat het schip, bij het jaarlijks/periodiek (1) onderzoek overeenkomstig voorschrift I/14(h)(iii) van het Verdrag, in overeenstemming met de desbetreffende vereisten van het Verdrag werd bevonden.

Handtekening :
(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
Plaats :
Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Nota

(1) Schrappen wat niet past.

Aantekening ter verlenging van het certificaat indien het voor minder dan 5 jaar geldig is ingeval van toepassing van voorschrift I/14(c)

Het schip voldoet aan de desbetreffende vereisten van het Verdrag, en dit certificaat moet overeenkomstig voorschrift I/14(c) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Aantekening ingeval het vernieuwingsonderzoek voltooid is en voorschrift I/14(d) van toepassing is

Het schip voldoet aan de desbetreffende vereisten van het Verdrag, en dit certificaat moet overeenkomstig voorschrift I/14(d) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Aantekening ter verlenging van de geldigheid van het certificaat tot de haven van onderzoek bereikt is of voor een tijdsduur, ingeval voorschrift I/14(e) of I/14(f) van toepassing is

Dit certificaat moet overeenkomstig voorschrift I/14(e)/I/14(f) (1) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Aantekening ter vervroeging van de verjaardagsdatum ingeval voorschrift I/14(h) van toepassing is

Overeenkomstig voorschrift I/14(h) van het Verdrag is de nieuwe verjaardagsdatum :

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Nota

(1) Schrappen wat niet past.

Overeenkomstig voorschrift I/14(h) van het Verdrag is de nieuwe verjaardagsdatum :

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Inventaris van Uitrusting bij het Uitrustingsveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen (Model E)

Deze inventaris dient permanent aan het Uitrustingsveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen te worden gehecht

INVENTARIS VAN UITRUSTING IN VERBAND MET DE NALEVING VAN HET INTERNATIONAAL VERDRAG VAN 1974 VOOR DE BEVEILIGING VAN MENSENLEVEN OP ZEE, GEWIJZIGD DOOR HET DAAROP BETREKKING HEBBENDE PROTOCOL VAN 1988

1 Kenmerken van het schip

Naam van het schip :

Onderscheidingsnummer of -letter :

2 Bijzonderheden met betrekking tot de reddingsmiddelen

| 1. Totaal aantal personen waarvoor reddingsmiddelen beschikbaar zijn | | |
|--|---------------|-----------------|
| | Bakboordzijde | Stuurboordzijde |
| 2. Totaal aantal reddingsboten | | |
| 2.1. Totaal aantal personen waaraan ze plaats bieden | | |
| 2.2. Aantal zelfrechtende gedeeltelijk overdekte reddingsboten (voorschrift III/43) | | |
| 2.3. Aantal volledig overdekte reddingsboten (voorschrift III/44) | | |
| 2.4. Aantal reddingsboten met een onafhankelijk luchtdekkingsysteem (voorschrift III/45) | | |
| 2.5. Aantal brandbeveiligde reddingsboten (voorschrift III/46) | | |
| 2.6. Andere reddingsboten | | |
| 2.6.1. Aantal | | |

| | | |
|--|-------|-------|
| 2.6.2. Type | ..... | ..... |
| 2.7. Aantal vrije-valreddingsboten | ..... | ..... |
| 2.7.1. Volledig gesloten (voorschrift III/44) | ..... | ..... |
| 2.7.2. Onafhankelijk (voorschrift III/45) | ..... | ..... |
| 2.7.3. Met brandbeveiliging (voorschrift III/46) | ..... | ..... |
| 3. Aantal gemotoriseerde reddingsboten dat is opgenomen in bovenstaand totaal aantal reddingsboten | ..... | ..... |
| 3.1. Aantal reddingsboten uitgerust met zoeklichten | ..... | ..... |
| 4. Aantal hulpverleningsboten | ..... | ..... |
| 4.1. Aantal boten inbegrepen in bovenstaand totaal aantal reddingsboten | ..... | ..... |
| 5. Reddingsvlotten | ..... | ..... |
| 5.1. Reddingsvlotten waarvoor goedgekeurde toestellen voor tewaterlating vereist zijn | ..... | ..... |
| 5.1.1. Aantal reddingsvlotten | ..... | ..... |
| 5.1.2. Aantal personen waaraan deze plaats bieden | ..... | ..... |
| 5.2. Reddingsvlotten waarvoor geen goedgekeurde toestellen voor tewaterlating vereist zijn | ..... | ..... |
| 5.2.1. Aantal reddingsvlotten | ..... | ..... |
| 5.2.2. Aantal personen waaraan deze plaats bieden | ..... | ..... |
| 5.3. Aantal reddingsvlotten vereist door voorschrift III/26.1.4 | ..... | ..... |
| 6. Aantal reddingsboeien | ..... | ..... |
| 7. Aantal reddingsgordels | ..... | ..... |
| 8. Dompelpakken | ..... | ..... |
| 8.1. Totaal aantal | ..... | ..... |
| 8.2. Aantal pakken die voldoen aan de vereisten voor reddingsgordels | ..... | ..... |
| 9. Aantal hulpmiddelen tegen warmteverlies (1) | ..... | ..... |
| 10. Radio-installaties voor gebruik in reddingsmiddelen | ..... | ..... |
| 10.1. Aantal radartransponders | ..... | ..... |
| 10.2. Aantal tweewegs VHF-radiotelefoontoestellen | ..... | ..... |

3 Schepen die vóór 1 februari 1992 werden gebouwd en die niet volledig voldoen aan de geldende vereisten van hoofdstuk III van het in 1988 gewijzigde Verdrag (2)

Deze sectie hoeft niet te worden opgenomen in de inventaris bij na 1 februari 1995 uitgewerkte certificaten.

| | Huidige voorziening |
|--|---------------------|
| Radiotelegrafie-installatie voor reddingsboot | |
| Draagbaar radiotoestel voor reddingsvaartuig | |
| EPIRB voor reddingsvaartuig (121,5 MHz en 243,0 MHz) | |
| Tweewegs radiotelefoontoestel | |

Nota

(1) Zonder de middelen die worden vereist door voorschriften III/38.5.1.24, III/41.8.31 en III/47.2.2.13 mee te rekenen.

(2) Deze sectie hoeft niet te worden opgenomen in de inventaris bij na 1 februari 1995 uitgewerkte certificaten.

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat deze inventaris in alle opzichten juist is.

Uitgereikt te
(Plaats van uitreiking van certificaat)

.....
(Datum van uitreiking)

.....
(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar die het certificaat uitreikt)

(Zegel of stempel van de uitreikende instantie, zoals passend)

Model van Radioveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen

RADIOVEILIGHEIDSCERTIFICAAT VOOR VRACHTSCHEPEN

Dit Certificaat dient te worden aangevuld met een Inventaris van uitrusting van Radiovoorzieningen (Model R).

(Officieel zegel) (Staat)

Uitgereikt krachtens de bepalingen van het INTERNATIONAAL VERDRAG VAN 1974 VOOR DE BEVEILIGING VAN MENSENLEVEN OP ZEE, gewijzigd door het daarop betrekking hebbende Protocol van 1988

Namens de regering van

(naam van de Staat)

door

(gemachtigde persoon of organisatie)

Kenmerken van het schip (1)

Naam van het schip :

Onderscheidingsnummer of -letter :

Thuishaven :

Bruto tonnenmaat :

Nota

(1) De kenmerken van het schip mogen bij wijze van alternatief horizontaal in vakjes worden geplaatst.

Zeegebieden waarvoor het schip is gecertificeerd om er te opereren (voorschrift IV/2) :

IMO-nummer (1) :

Datum waarop de kiel werd gelegd of waarop het schip zich in een gelijkwaardig stadium van bouw bevond of waar van toepassing, datum waarop de werkzaamheden voor een ombouw of een verbouwing of ingrijpende wijziging werden aangevat :

HIERMEDE WORDT VERKLAARD :

1. Dat het schip werd onderzocht overeenkomstig de vereisten van voorschrift I/9 van het Verdrag.

1.1. De kenmerken van het schip kunnen ook horizontaal in de vakjes voorgesteld worden.

1.2. In overeenstemming met resolutie A.600(15) — IMO Ship Identification Number Scheme (scheepsidentificatienummerschema) mag deze informatie op vrijwillige basis worden toegevoegd.

2. Dat het onderzoek heeft aangetoond dat

2.1. het schip voldeed aan de vereisten van het Verdrag wat betreft radiovoorzieningen;

2.2. de werking van de radio-installaties die worden gebruikt in reddingsmiddelen, voldeed aan de vereisten van het Verdrag;

Nota

(1) In overeenstemming met resolutie A.600(15) - IMO Ship Identification Number Scheme (scheepsidentificatienummerschema) mag deze informatie op vrijwillige basis worden toegevoegd

3. Dat er een/geen (1) Vrijstellingscertificaat werd uitgereikt.

Dit certificaat is geldig tot. (2), afhankelijk van de periodieke onderzoeken overeenkomstig voorschrift I/9 van het Verdrag.

Uitgereikt te

(Plaats van uitreiking van certificaat)

.....
(Datum van uitreiking)

.....
(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar die het certificaat uitreikt)

(Zegel of stempel van de uitreikende instantie, zoals passend)

Nota

(1) Schrappen wat niet past.

(2) Voeg hier de vervaldatum in zoals bepaald door de Administratie overeenkomstig voorschrift I/14(a) van het Verdrag. De dag en maand van deze datum komen overeen met de verjaardagsdatum zoals gedefinieerd in voorschrift I/2(n) van het Verdrag, tenzij gewijzigd overeenkomstig voorschrift I/14(h)

Aantekening met betrekking tot periodieke onderzoeken

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat het schip, bij een onderzoek zoals vereist door voorschrift I/9 van het Verdrag, in overeenstemming met de desbetreffende vereisten van het Verdrag werd bevonden.

Periodiek onderzoek : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Periodiek onderzoek : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Periodiek onderzoek : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Periodiek onderzoek : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Periodiek onderzoek overeenkomstig voorschrift I/14(h)(iii)

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat het schip, bij een periodiek onderzoek overeenkomstig voorschrift I/14(h)(iii) van het Verdrag, in overeenstemming met de desbetreffende vereisten van het Verdrag werd bevonden.

Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Aantekening ter verlenging van het certificaat indien het voor minder dan 5 jaar geldig is ingeval van toepassing van voorschrift I/14(c)

Het schip voldoet aan de desbetreffende vereisten van het Verdrag, en dit certificaat zal overeenkomstig voorschrift I/14(c) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot

Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Aantekening ingeval het vernieuwingsonderzoek voltooid is en voorschrift I/14(d) van toepassing is

Het schip voldoet aan de desbetreffende vereisten van het Verdrag, en dit certificaat zal overeenkomstig voorschrift I/14(d) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot

Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Aantekening ter verlenging van het certificaat tot de haven van onderzoek is bereikt of voor een tijdsduur, ingeval voorschrift I/14(e) of I/14(f) van toepassing is

Dit certificaat moet overeenkomstig voorschrift I/14(e)/I/14(f) (1) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot

Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Aantekening ter vervroeging van de verjaardagsdatum ingeval voorschrift I/14(h) van toepassing is
Overeenkomstig voorschrift I/14(h) van het Verdrag is de nieuwe verjaardagsdatum :

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Overeenkomstig voorschrift I/14(h) van het Verdrag is de nieuwe verjaardagsdatum :

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Nota

(1) Schrappen wat niet past.

Inventaris van Uitrusting bij het Radioveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen (Model R)

Deze inventaris dient permanent aan het Radioveiligheidscertificaat voor Vrachtschepen te worden gehecht

INVENTARIS VAN UITRUSTING VAN RADIOVOORZIENINGEN IN VERBAND MET DE NALEVING VAN HET
INTERNATIONAAL VERDRAG VAN 1974 VOOR DE BEVEILIGING VAN MENSENLEVEN OP ZEE,
GEWIJZIGD DOOR HET DAAROP BETREKKING HEBBENDE PROTOCOL VAN 1988

1 Kenmerken van het schip

Naam van het schip :

Onderscheidingsnummer of -letter :

Minimum aantal personen met vereiste vaardigheid om de radio-installaties te bedienen :

2 Bijzonderheden met betrekking tot de radiovoorzieningen

| Toestel | Aanwezige voorziening |
|---|-----------------------|
| 1. Primaire systemen | |
| 1.1. VHF radio-installatie | |
| 1.1.1. DSC-encoder | |
| 1.1.2. DSC-luisterdienst | |
| 1.1.3. Radiotelefonie | |
| 1.2. MF radio-instalatie | |
| 1.2.1. DSC-encoder | |
| 1.2.2. DSC-luisterdienst | |
| 1.2.3. Radiotelefonie | |
| 1.3. MF/HF radio-installatie | |
| 1.3.1. DSC-encoder | |
| 1.3.2. DSC-luisterdienst | |
| 1.3.3. Radiotelefonie | |
| 1.3.4. Direct-printing radiotelegrafie | |
| 1.4. INMARSAT-Scheepsgrondstation | |
| 2. Secundaire noodoproepingsmiddelen | |
| 3. Voorzieningen voor de ontvangst van informatie over de veiligheid op zee | |
| 3.1. NAVTEX-ontvanger | |
| 3.2. EGC-ontvanger | |
| 3.3. HF direct-printing radiotelegrafieontvanger | |
| 4. EPIRB-satelliet | |
| 4.1. COSPAS-SARSAT | |
| 4.2. INMARSAT | |
| 5. VHF EPIRB | |
| 6. Scheepsradartransponder | |

| Toestel | Aanwezige voorziening |
|---|-----------------------|
| 7. Luisterontvanger voor de radiotelefoniefrequentie 2 182 kHz (1) | |
| 8. Apparaat voor het opwekken van het radiotelefonie alarmsein op 2 182 kHz (2) | |

3 Methodes om de beschikbaarheid van radiovoorzieningen te vrijwaren (Voorschriften IV/15.6 en 15.7)

3.1 Verdubbeling van de uitrusting

3.2. Onderhoud aan de wal

3.3 Onderhoudsmogelijkheden op zee

Nota

(1) Tenzij een andere datum wordt vastgesteld door de maritieme veiligheidscommissie van de Organisatie hoeft dit punt niet te worden opgenomen in de inventaris bij na 1 februari 1999 uitgereikte certificaten.

(2) Dit punt hoeft niet meer te worden opgenomen in de inventaris bij na 1 februari 1999 uitgereikte certificaten.

4. Schepen die vóór 1 februari 1995 werden gebouwd en die niet voldoen aan alle toepasselijke vereisten van hoofdstuk IV van het Verdrag zoals gewijzigd in 1988 (1)

Deze sectie hoeft niet te worden opgenomen in de inventarissen bij na 1 februari 1999 uitgereikte certificaten.

4.1 Voor schepen die, overeenkomstig het Verdrag dat van kracht was vóór 1 februari 1992, uitgerust moeten zijn met radiotelegrafie.

| | Vereisten van voorschriften | Huidige voorzieningen |
|--|-----------------------------|-----------------------|
| Luisteruren van de operator | | |
| Aantal operatorsIs het autoalarm geïnstalleerd ? | | |
| Is de hoofdinstantie geïnstalleerd ? | | |
| Is de reserve-instantie geïnstalleerd ? | | |
| Zijn de hoofd- en reservezenders elektrisch gescheiden of gecombineerd ? | | |

4.2 Voor schepen die, overeenkomstig het Verdrag dat van kracht was vóór 1 februari 1992, uitgerust moeten zijn met radiotelefonie.

| | Vereisten van voorschriften | Huidige voorzieningen |
|------------------|-----------------------------|-----------------------|
| Luisteruren | | |
| Aantal operators | | |

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat deze inventaris in alle opzichten juist is.

Uitgereikt te

(Plaats van uitreiking van certificaat)

.....
(Datum van uitreiking)

.....
(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar die het certificaat uitreikt)

(Zegel of stempel van de uitreikende instantie, zoals passend)

Nota

(1) Deze sectie hoeft niet te worden opgenomen in de inventaris bij na 1 februari 1999 uitgewerkte certificaten.

Model van Veiligheidscertificaat voor Vrachtschepen

VEILIGHEIDSCERTIFICAAT VOOR VRACHTSCHEPEN

Dit Certificaat dient te worden aangevuld met een Inventaris van Uitrusting (Model C).

(Officieel zegel)

(Staat)

Uitgereikt krachtens de bepalingen van het INTERNATIONAAL VERDRAG VAN 1974 VOOR DE BEVEILIGING VAN MENSENLEVEN OP ZEE, gewijzigd door het daarop betrekking hebbende Protocol van 1988

Namens de regering van

(naam van de Staat)

door

(gemachtigde persoon of organisatie)

Kenmerken van het schip (1)

Naam van het schip :

Onderscheidingsnummer of -letter :

Thuishaven :

Bruto tonnenmaat :

Nota

(1) De kenmerken van het schip mogen bij wijze van alternatief horizontaal in vakjes worden geplaatst.

Draagvermogen van het schip (metrieke tonnen) (1)

Lengte van het schip (voorschrift III/3.10) :

Zeegebieden waarvoor het schip is gecertificeerd om er te opereren (voorschrift IV/2) :

IMO-nummer (2) :

Scheepstype (3)

Olietanker

Chemicaliëntanker

Gastanker

Ander vrachtschip dan de voorgaande

Datum waarop de kiel werd gelegd of waarop het schip zich in een gelijkwaardig stadium van bouw bevond of, waar van toepassing, datum waarop de werkzaamheden voor een verbouwing of ingrijpende wijziging werden aangevat :

Nota

(1) Alleen voor olie-, chemicaliën- en gastankers.

(2) In overeenstemming met resolutie A.600(15) - IMO Ship Identification Number Scheme (scheepsidentificatienummerschema) mag deze informatie op vrijwillige basis worden toegevoegd.

(3) Schrappen wat niet past.

HIERMEDE WORDT VERKLAARD :

1. Dat het schip werd onderzocht overeenkomstig de vereisten van voorschrift I/8, I/9 en I/10 van het Verdrag.

2. Dat het onderzoek heeft aangetoond dat :

2.1. de toestand van de romp, machine-installaties en uitrusting zoals omschreven in voorschrift I/10 bevredigend was en dat het schip voldeed aan de desbetreffende vereisten van hoofdstukken II-1 en II-2 van het Verdrag (andere dan met betrekking tot brandbeveiligingssystemen en -middelen en de brandbestrijdingsplannen);

2.2. de twee recentste inspecties van het vlak van het schip aan de buitenzijde hebben plaatsgevonden op en
(datums)

2.3. het schip voldeed aan de vereisten van het Verdrag met betrekking tot brandbeveiligingssystemen en -middelen en brandbeveiligingsplannen;

2.4. de reddingsmiddelen en de uitrusting van reddingsboten, reddingsvlotten en hulpverleningsboten voldeden aan de vereisten van het Verdrag;

2.5. het schip uitgerust was met een lijnwerptoestel en radio-installaties voor gebruik in de reddingsmiddelen in overeenstemming met de vereisten van het Verdrag;

2.6. het schip voldeed aan de vereisten van het Verdrag wat betreft radio-installaties;

2.7. de werking van de radio-installaties die worden gebruikt in reddingsmiddelen, voldeed aan de vereisten van het Verdrag;

2.8. het schip voldeed aan de vereisten van het Verdrag wat betreft scheepsnavigatieuitrusting, loodsinschepingsmiddelen en nautische publicaties;

2.9. het schip was uitgerust met lichten, dagmerken, middelen voor het geven van geluidsseinen en noodseinen in overeenstemming met de vereisten van het Verdrag en de geldende Internationale Bepalingen ter Voorkoming van Aanvaringen op Zee;

2.10. het schip in alle andere opzichten voldeed aan de desbetreffende vereisten van het Verdrag.

3. Dat het schip opereert in overeenstemming met voorschrift III/26.1.1.1 binnen de grenzen van het vaargebied.

4. Dat er een/geen (1) Vrijstellingscertificaat werd uitgereikt.

Dit certificaat is geldig tot. (2), afhankelijk van de jaarlijkse, tussentijdse en periodieke onderzoeken en inspecties van het vlak van het schip aan de buitenzijde, overeenkomstig voorschrift I/8, I/9 en I/10 van het Verdrag.

Uitgereikt te

(Plaats van uitreiking van certificaat)

.....

(Datum van uitreiking)

.....

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar die het certificaat uitreikt)

(Zegel of stempel van de uitreikende instantie, zoals passend)

—————

Nota

(1) Schrappen wat niet past.

(2) Voeg hier de vervaldatum in zoals bepaald door de Administratie overeenkomstig voorschrift I/14(a) van het Verdrag. De dag en maand van deze datum komen overeen met de verjaardagsdatum zoals gedefinieerd in voorschrift I/2(n) van het Verdrag, tenzij gewijzigd overeenkomstig voorschrift I/14(h)

Aantekening betreffende jaarlijkse en tussentijdse onderzoeken met betrekking tot de romp, machineinstallaties en uitrusting bedoeld in paragraaf 2.1 van dit certificaat

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat het schip, bij een onderzoek zoals vereist door voorschrift I/10 van het Verdrag, in overeenstemming met de desbetreffende vereisten van het Verdrag werd bevonden.

Jaarlijks onderzoek : Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Jaarlijks/Tussentijds onderzoek (1) : Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Jaarlijks/Tussentijds onderzoek (1) : Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Jaarlijks onderzoek : Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

—————

Nota

(1) Schrappen wat niet past.

Jaarlijks/tussentijds onderzoek overeenkomstig voorschrift I/14(h)(iii)

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat het schip, bij een jaarlijks/tussentijds (1) onderzoek zoals vereist door voorschrift I/14(h)(iii) van het Verdrag, in overeenstemming met de desbetreffende vereisten van het Verdrag werd bevonden.

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

—————

Nota

(1) Schrappen wat niet past.

Aantekening betreffende inspecties van het vlak van het schip aan de buitenzijde (1)

Er kunnen aanvullende inspecties opgelegd worden.

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat het schip, bij een inspectie zoals vereist door voorschrift I/10 van het Verdrag, in overeenstemming met de desbetreffende vereisten van het Verdrag werd bevonden.

Eerste inspectie : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Tweede inspectie : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

 Nota

(1) Er kunnen aanvullende inspecties opgelegd worden.

Aantekening betreffende jaarlijkse en periodieke onderzoeken met betrekking tot reddingsmiddelen en andere uitrusting bedoeld in paragrafen 2.3, 2.4, 2.5, 2.8 en 2.9 van dit certificaat

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat het schip, bij een onderzoek zoals vereist door voorschrift I/8 van het Verdrag, in overeenstemming met de desbetreffende vereisten van het Verdrag werd bevonden.

Jaarlijks onderzoek : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Jaarlijks/Periodiek onderzoek (1) : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Jaarlijks/Periodiek onderzoek (1) : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Jaarlijks onderzoek : Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

 Nota

(1) Schrappen wat niet past.

Jaarlijks/periodiek onderzoek overeenkomstig voorschrift I/14(h)(iii)

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat het schip, bij een jaarlijks/periodiek (1) onderzoek zoals vereist door voorschriften I/8 en I/14(h)(iii) van het Verdrag, in overeenstemming met de desbetreffende vereisten van het Verdrag werd bevonden.

Handtekening :
 (Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)
 Plaats :
 Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

 Nota

(1) Schrappen wat niet past.

Aantekening betreffende periodieke onderzoeken met betrekking tot radio-installaties bedoeld in paragrafen 2.6 en 2.7 van dit certificaat

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat het schip, bij een onderzoek zoals vereist door voorschrift I/9 van het Verdrag, in overeenstemming met de desbetreffende vereisten van het Verdrag werd bevonden.

Periodiek onderzoek :

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Periodiek onderzoek :

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Periodiek onderzoek :

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Periodiek onderzoek :

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Periodiek onderzoek overeenkomstig voorschrift I/14(h)(iii)

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat het schip, bij een periodiek onderzoek zoals vereist door voorschriften I/9 en I/14(h)(iii) van het Verdrag, in overeenstemming met de desbetreffende vereisten van het Verdrag werd bevonden.

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Aantekening ter verlenging van het certificaat indien het voor minder dan 5 jaar geldig is in geval van voorschrift I/14(c) van toepassing is

Het schip voldoet aan de desbetreffende vereisten van het Verdrag, en dit certificaat moet overeenkomstig voorschrift I/14(c) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Aantekening ingeval het vernieuwingsonderzoek voltooid is en voorschrift I/14(d) van toepassing is

Het schip voldoet aan de desbetreffende vereisten van het Verdrag, en dit certificaat moet overeenkomstig voorschrift I/14(d) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Aantekening ter verlenging van de geldigheid van het certificaat tot de haven van onderzoek is bereikt of voor een tijdsduur, ingeval voorschrift I/14(e) of I/14(f) van toepassing is

Dit certificaat moet overeenkomstig voorschrift I/14(e)/I/14(f) (1) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot.....

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Nota

(1) Schrappen wat niet past.

Aantekening ter vervroeging van de verjaardagsdatum ingeval voorschrift I/14(h) van toepassing is

Overeenkomstig voorschrift I/14(h) van het Verdrag is de nieuwe verjaardagsdatum :

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Overeenkomstig voorschrift I/14(h) van het Verdrag is de nieuwe verjaardagsdatum :

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Inventaris van Uitrusting bij het Veiligheidscertificaat voor Vrachtschepen (Model C)

Deze inventaris dient permanent aan het Veiligheidscertificaat voor Vrachtschepen te worden gehecht

UITRUSTINGSOVERZICHT VOOR NALEVING VAN HET INTERNATIONAAL VERDRAG VAN 1974 VOOR DE BEVEILIGING VAN MENSENLEVENS OP ZEE, GEWIJZIGD DOOR HET DAAROP BETREKKING HEBBENDE PROTOCOL VAN 1988

1 Kenmerken van het schip

Naam van het schip :

Onderscheidingsnummer of -letter :

Minimum aantal personen met de vereiste vaardigheid om de radio-installaties te bedienen :

2 Bijzonderheden met betrekking tot de reddingsmiddelen

| 1. Totaal aantal personen waarvoor reddingsmiddelen beschikbaar zijn | | |
|--|---------------|-----------------|
| | Bakboordzijde | Stuurboordzijde |
| 2. Totaal aantal reddingsboten | | |
| 2.1. Totaal aantal personen waaraan ze plaats bieden | | |
| 2.2. Aantal zelfrechtende gedeeltelijk overdekte reddingsboten (voorschrift III/43) | | |
| 2.3. Aantal volledig overdekte reddingsboten (voorschrift III/44) | | |
| 2.4. Aantal reddingsboten met een onafhankelijk luchtdekkingsysteem (voorschrift III/45) | | |
| 2.5. Aantal brandbeveiligde reddingsboten (voorschrift III/46) | | |
| 2.6. Andere reddingsboten | | |
| 2.6.1. Aantal | | |
| 2.6.2. Type | | |
| 2.7. Aantal vrije-valreddingsboten | | |
| 2.7.1. Volledig gesloten (voorschrift III/44) | | |
| 2.7.2. Onafhankelijk (voorschrift III/45) | | |
| 2.7.3. Met brandbeveiliging (voorschrift III/46) | | |
| 3. Aantal gemotoriseerde reddingsboten dat is opgenomen in bovenstaand totaal aantal reddingsboten | | |
| 3.1. Aantal reddingsboten uitgerust met zoeklichten | | |
| 4. Aantal hulpverleningsboten | | |
| 4.1. Aantal boten inbegrepen in het hoger getoonde totaal aantal reddingsboten | | |

| | | |
|--|-------|-------|
| 5. Reddingsvlotten | ..... | ..... |
| 5.1. Reddingsvlotten waarvoor goedgekeurde toestellen voor tewaterlating vereist zijn | ..... | ..... |
| 5.1.1. Aantal reddingsvlotten | ..... | ..... |
| 5.1.2. Aantal personen waaraan deze plaats bieden | ..... | ..... |
| 5.2. Reddingsvlotten waarvoor geen goedgekeurde toestellen voor tewaterlating vereist zijn | ..... | ..... |
| 5.2.1. Aantal reddingsvlotten | ..... | ..... |
| 5.2.2. Aantal personen waaraan deze plaats bieden | ..... | ..... |
| 5.3. Aantal reddingsvlotten vereist door voorschrift III/26.1.4 | ..... | ..... |
| 6. Aantal reddingsboeien | ..... | ..... |
| 7. Aantal reddingsgordels | ..... | ..... |
| 8. Dompelpakken | ..... | ..... |
| 8.1. Totaal aantal | ..... | ..... |
| 8.2. Aantal pakken die voldoen aan de vereisten voor reddingsgordels | ..... | ..... |
| 9. Aantal hulpmiddelen tegen warmteverlies (1) | ..... | ..... |
| 10. Radio-installaties voor gebruik in reddingsmiddelen | ..... | ..... |
| 10.1. Aantal radartransponders | ..... | ..... |
| 10.2. Aantal tweewegs VHF-radiotelefoontoestellen | ..... | ..... |

Nota

Zonder de middelen die worden vereist door voorschriften III/38.5.1.24, III/41.8.31 en III/47.2.2.13 mee te rekenen.

3 Bijzonderheden met betrekking tot de radiovoorzieningen

| Toestel | Aanwezige voorziening |
|---|-----------------------|
| 1. Primaire systemen | |
| 1.1. VHF radio-installatie | |
| 1.1.1. DSC-encoder | |
| 1.1.2. DSC-luisterdienst | |
| 1.1.3. Radiotelefonie | |
| 1.2. MF radio-installatie | |
| 1.2.1. DSC-encoder | |
| 1.2.2. DSC-luisterdienst | |
| 1.2.3. Radiotelefonie | |
| 1.3. MF/HF radio-installatie | |
| 1.3.1. DSC-encoder | |
| 1.3.2. DSC-luisterdienst | |
| 1.3.3. Radiotelefonie | |
| 1.3.4. Direct-printing radiotelegrafie | |
| 1.4. INMARSAT-scheepsgrondstation | |
| 2. Secundaire noodoproepingsmiddelen | |
| 3. Voorzieningen voor de ontvangst van informatie over de veiligheid op zee | |
| 3.1. NAVTEX-ontvanger | |
| 3.2. EGC-ontvanger | |
| 3.3. HF direct-printing radiotelegrafieontvanger | |
| 4. EPIRB-satelliet | |
| 4.1. COSPAS-SARSAT | |
| 4.2. INMARSAT | |

| Toestel | Aanwezige voorziening |
|--|-----------------------|
| 5. VHF EPIRB | |
| 6. Scheepsradartransponder | |
| 7. Luisterontvanger voor de radiotelefoniefrequentie op 2 182 kHz (1) | |
| 8. Apparaat voor het opwekken van het radiotelefoniealarmsein op 2 182 kHz (2) | |

Nota

(1) Tenzij een andere datum wordt vastgesteld door de maritieme veiligheidscommissie van de Organisatie hoeft dit punt niet te worden opgenomen in de inventaris bij na 1 februari 1999 uitgereikte certificaten.

(2) Dit punt hoeft niet meer te worden opgenomen in de inventaris bij na 1 februari 1999 uitgereikte certificaten.

4 Methodes om de beschikbaarheid van radiovoorzieningen te vrijwaren (Voorschriften IV/15.6 en 15.7)

4.1 Verdubbeling van de uitrusting

4.2 Onderhoud aan de wal

4.3 Onderhoudsmogelijkheden op zee

5 Schepen die vóór 1 februari 1995 werden gebouwd en die niet voldoen aan alle toepasselijke vereisten van hoofdstuk IV van het Verdrag zoals gewijzigd in 1988 (1)

Deze sectie hoeft niet te worden opgenomen in de inventarissen bij na 1 februari 1995 uitgereikte certificaten.

5.1 Voor schepen die, overeenkomstig het Verdrag dat van kracht was vóór 1 februari 1992, uitgerust moeten zijn met radiotelegrafie.

| | Vereisten van voorschriften | Huidige voorzieningen |
|--|-----------------------------|-----------------------|
| Luisteruren door de operator | | |
| Aantal operatorsIs het autoalarm geïnstalleerd ? | | |
| Is de hoofdininstallatie geïnstalleerd ? | | |
| Is de reserve-installatie geïnstalleerd ? | | |
| Zijn de hoofd- en reservezenders elektrisch gescheiden of gecombineerd ? | | |

5.2 Voor schepen die overeenkomstig het Verdrag dat van kracht was vóór 1 februari 1992, uitgerust moeten zijn met radiotelefonie.

| | Vereisten van voorschriften | Huidige voorzieningen |
|------------------|-----------------------------|-----------------------|
| Luisteruren | | |
| Aantal operators | | |

Nota

(1) Deze sectie hoeft niet te worden opgenomen in de inventaris bij na 1 februari 1995 uitgewerkte certificaten.

6 Schepen die vóór 1 februari 1992 werden gebouwd en die niet volledig voldoen aan de toepasselijke vereisten van hoofdstuk III van het Verdrag zoals gewijzigd in 1988 (1)

Deze sectie hoeft niet te worden opgenomen in de inventarissen bij na 1 februari 1995 uitgereikte certificaten.

| | Huidige voorziening |
|--|---------------------|
| Radiotelegrafie-installatie voor reddingsboot | |
| Draagbaar radiotoestel voor reddingsvaartuig | |
| EPIRB voor reddingsvaartuig (121,5 MHz en 243,0 MHz) | |
| Tweewegs radiotelefoontoestel | |

HIERMEDE WORDT VERKLAARD dat deze Inventaris in alle opzichten juist is.

Uitgereikt te

(Plaats van uitreiking van certificaat)

Datum van uitreiking)

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar die het certificaat uitreikt)

(Zegel of stempel van de uitreikende instantie, zoals passend)

Nota

(1) Deze sectie hoeft niet te worden opgenomen in de inventaris bij na 1 februari 1995 uitgewerkte certificaten.

Model van Vrijstellingscertificaat

VRIJSTELLINGSCERTIFICAAT

(Officieel zegel)

(Staat)

Uitgereikt krachtens de bepalingen van het INTERNATIONAAL VERDRAG VAN 1974 VOOR DE BEVEILIGING VAN MENSENLEVEN OP ZEE, gewijzigd door het daarop betrekking hebbende Protocol van 1988

Namens de regering van

(naam van de Staat)

door

(gemachtigde persoon of organisatie)

Kenmerken van het schip (1)

Naam van het schip :

Onderscheidingsnummer of -letter :

Thuishaven :

Bruto tonnenmaat :

IMO-nummer (2) :

Nota

(1) De kenmerken van het schip mogen bij wijze van alternatief horizontaal in vakjes worden geplaatst.

(2) In overeenstemming met resolutie A.600(15) - IMO Ship Identification Number Scheme (scheepsidentificatienummerschema) mag deze informatie op vrijwillige basis worden toegevoegd.

HIERMEDE WORDT VERKLAARD :

Dat het schip, onder van de bevoegdheid verleend bij voorschrift. van het Verdrag, vrijgesteld is van de vereisten van..... van het Verdrag.

Eventuele voorwaarden die aan de afgifte van het Vrijstellingscertificaat zijn verbonden :

Eventuele reizen waarvoor dit Vrijstellingscertificaat wordt verleend :

Dit certificaat is geldig tot, afhankelijk van de geldigheidsduur van het-certificaat waaraan het is gehecht.

Uitgereikt te

(Plaats van uitreiking van certificaat)

.....

(Datum van uitreiking)

.....

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar die het certificaat uitreikt)

(Zegel of stempel van de uitreikende instantie, zoals passend)

Aantekening ter verlenging van het certificaat indien het voor minder dan 5 jaar geldig is ingeval voorschrift I/14(c) van toepassing is

Dit certificaat moet overeenkomstig voorschrift I/14(c) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot, afhankelijk van de geldigheidsduur van het-certificaat waaraan het is gehecht.

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Aantekening ingeval het vernieuwingsonderzoek voltooid is en voorschrift I/14(d) van toepassing is

Dit certificaat moet overeenkomstig voorschrift I/14(d) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot, afhankelijk van de geldigheidsduur van het-certificaat waaraan het is gehecht.

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Aantekening ter verlenging van de geldigheid van het certificaat tot de haven van onderzoek is bereikt of voor een tijdsduur, ingeval voorschrift I/14(e) of I/14(f) van toepassing is

Dit certificaat moet overeenkomstig voorschrift I/14(e)/I/14(f) (1) van het Verdrag als geldig worden aangenomen tot, afhankelijk van de geldigheidsduur van het.....-certificaat waaraan het is gehecht.

Handtekening :

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

Plaats :

Datum :

(Zegel of stempel van de instantie, zoals passend)

Nota

(1) Schrappen wat niet past

Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1974
pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, fait à Londres le 11 novembre 1988

| Etats | Date authentication | Type de consentement | Date de consentement | Entrée en vigueur locale |
|--------------------|---------------------|----------------------|----------------------|--------------------------|
| ALGERIE | | Adhésion | 20/08/2001 | 20/11/2001 |
| ALLEMAGNE | | Adhésion | 22/06/1995 | 03/02/2000 |
| ANTIGUA ET BARBUDA | | Adhésion | 21/01/2000 | 21/04/2000 |
| ARGENTINE | | Adhésion | 02/09/1993 | 03/02/2000 |
| AUSTRALIE | | Adhésion | 07/02/1997 | 03/02/2000 |
| AZERBAIDJAN | | Adhésion | 16/07/2004 | 16/10/2004 |
| BAHAMAS | | Adhésion | 02/02/1999 | 03/02/2000 |
| BANGLADESH | | Adhésion | 18/12/2002 | 18/03/2003 |
| BARBADE | | Adhésion | 11/08/2000 | 11/11/2000 |
| BELGIQUE | | Adhésion | 19/03/2007 | 19/06/2007 |
| BULGARIE | | Adhésion | 13/04/2004 | 13/07/2004 |
| CAMBODGE | | Adhésion | 08/06/2001 | 08/09/2001 |
| CHILI | | Adhésion | 29/09/1995 | 03/02/2000 |
| CHINE | | Approbation | 03/02/1995 | 03/02/2000 |
| CHYPRE | | Ratification | 04/02/1998 | 03/02/2000 |
| COOK(ILES) | | Adhésion | 30/06/2003 | 30/09/2003 |
| COREE (REP. DEM.) | | Adhésion | 08/08/2001 | 08/11/2001 |
| COREE (REP.) | | Adhésion | 14/11/1994 | 03/02/2000 |
| CROATIE | | Adhésion | 31/01/2000 | 30/04/2000 |
| CUBA | | Adhésion | 25/10/2005 | 25/01/2006 |
| DANEMARK | | Adhésion | 02/12/1991 | 03/02/2000 |
| DOMINIQUE | | Adhésion | 21/06/2000 | 21/09/2000 |
| EGYPTE | | Adhésion | 21/04/1995 | 03/02/2000 |
| ERYTHREE | | Adhésion | 04/02/2000 | 04/05/2000 |
| ESPAGNE | | Adhésion | 10/01/1995 | 03/02/2000 |
| ESTONIE | | Adhésion | 20/08/2003 | 20/11/2003 |
| ETATS-UNIS | | Ratification | 01/07/1991 | 03/02/2000 |
| FIDJI | | Adhésion | 28/07/2004 | 28/10/2004 |
| FINLANDE | | Acceptation | 17/12/1999 | 17/03/2000 |
| FRANCE | | Approbation | 28/02/1992 | 03/02/2000 |
| GEORGIE | | Adhésion | 25/08/1995 | 03/02/2000 |
| ROYAUME UNI | | Adhésion | 08/03/2000 | 08/06/2000 |
| GRECE | | Ratification | 19/07/1994 | 03/02/2000 |
| GRENADE | | Adhésion | 28/06/2004 | 28/09/2004 |
| GUATEMALA | | Adhésion | 01/09/2000 | 01/12/2000 |
| GUINEE EQUATORIALE | | Adhésion | 24/04/1996 | 03/02/2000 |
| INDE | | Adhésion | 22/08/2000 | 22/11/2000localelocale |

| Etats | Date authentification | Type de consentement | Date de consentement | Entrée en vigueur locale |
|--------------------------|--------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------------|
| IRLANDE | | Adhésion | 24/09/2003 | 24/12/2003 |
| ISLANDE | | Adhésion | 12/05/2000 | 12/08/2000 |
| ITALIE | | Adhésion | 03/03/1992 | 03/02/2000 |
| JAMAÏQUE | | Adhésion | 02/05/2003 | 02/08/2003 |
| JAPON | | Adhésion | 24/06/1997 | 03/02/2000 |
| JORDANIE | | Adhésion | 14/10/2003 | 14/01/2004 |
| LETONIE | | Adhésion | 07/04/1999 | 03/02/2000 |
| LIBERIA | | Adhésion | 26/02/1997 | 03/02/2000 |
| LUXEMBOURG | | Adhésion | 14/02/1991 | 03/02/2000 |
| MALAWI | | Adhésion | 17/12/2001 | 17/03/2002 |
| MALDIVES | | Adhésion | 20/05/2005 | 20/08/2005 |
| MALTE | | Adhésion | 28/01/1999 | 03/02/2000 |
| MARSHALL (ILES) | | Adhésion | 16/10/1995 | 03/02/2000 |
| MAURICE | | Adhésion | 17/12/2002 | 17/03/2003 |
| MEXIQUE | | Adhésion | 13/05/1994 | 03/02/2000 |
| MOLDAVIE | | Adhésion | 11/10/2005 | 11/01/2006 |
| NICARAGUA | | Adhésion | 17/12/2004 | 17/03/2005 |
| NORVEGE | | Adhésion | 13/10/1994 | 03/02/2000 |
| NOUVELLE-ZELANDE | | Adhésion | 06/03/2001 | 06/06/2001 |
| OMAN | | Adhésion | 17/06/1991 | 03/02/2000 |
| PAKISTAN | | Adhésion | 06/12/2001 | 06/03/2002 |
| PARAGUAY | | Adhésion | 15/06/2004 | 15/09/2004 |
| PAYS-BAS | | Acceptation | 22/02/1991 | 03/02/2000 |
| PORTUGAL | | Adhésion | 12/06/2000 | 12/09/2000 |
| ROUMANIE | | Adhésion | 18/05/2001 | 18/08/2001 |
| RUSSIE | | Adhésion | 18/08/2000 | 18/11/2000 |
| SAINT KITTS ET NEVIS | | Adhésion | 11/06/2004 | 11/09/2004 |
| SAINT VINCENT ET GRENADÉ | | Adhésion | 09/10/2001 | 09/01/2002 |
| SAINTE LUCIE | | Adhésion | 20/05/2004 | 20/08/2004 |
| SAMOA AMÉRICAINES | | Adhésion | 18/05/2004 | 18/08/2004 |
| SEYHELLES | | Ratification | 27/09/1989 | 03/02/2000 |
| SIERRA LEONE | | Adhésion | 26/07/2001 | 26/10/2001 |
| SINGAPOUR | | Adhésion | 18/08/1999 | 03/02/2000 |
| SLOVAQUIE | | Succession | 01/01/1993 | 03/02/2000 |
| SLOVENIE | | Adhésion | 03/06/1999 | 03/02/2000 |
| SUEDE | | Ratification | 04/02/1993 | 03/02/2000 |
| SYRIE | | Adhésion | 20/07/2001 | 20/10/2001 |
| TONGA | | Adhésion | 15/06/2000 | 15/09/2000 |
| TUNISIE | | Adhésion | 13/01/1999 | 03/02/2000 |
| TUVALU | | Adhésion | 30/06/2004 | 30/09/2004 |
| UKRAÏNE | | Adhésion | 07/10/2005 | 07/01/2006 |
| URUGUAY | | Ratification | 31/07/2003 | 31/10/2003 |
| VANUATU | | Adhésion | 14/09/1992 | 03/02/2000 |
| VENEZUELA | | Adhésion | 17/02/1998 | 03/02/2000 |
| VIETNAM | | Adhésion | 27/05/2002 | 27/08/2002 |

Protocol van 1988 aangaande het Internationaal Verdrag van 1974 voor de beveiliging van mensenlevens op zee,
gedaan te Londen op 11 november 1988

| Staten | Datum authenticatie | Type instemming | Datum instemming | Datum interne inwerkingtreding |
|---------------------|---------------------|-----------------|------------------|--------------------------------|
| ALGERIJE | | Toetreding | 20/08/2001 | 20/11/2001 |
| ANTIGUA EN BARBUDA | | Toetreding | 21/01/2000 | 21/04/2000 |
| ARGENTINIE | | Toetreding | 02/09/1993 | 03/02/2000 |
| AUSTRALIE | | Toetreding | 07/02/1997 | 03/02/2000 |
| AZERBEIDZJAN | | Toetreding | 16/07/2004 | 16/10/2004 |
| BAHAMAS, DE | | Toetreding | 02/02/1999 | 03/02/2000 |
| BANGLADESH | | Toetreding | 18/12/2002 | 18/03/2003 |
| BARBADOS | | Toetreding | 11/08/2000 | 11/11/2000 |
| BELGIE | | Toetreding | 19/03/2007 | 19/06/2007 |
| BULGARIJE | | Toetreding | 13/04/2004 | 13/07/2004 |
| CAMBODJA | | Toetreding | 08/06/2001 | 08/09/2001 |
| CHILI | | Toetreding | 29/09/1995 | 03/02/2000 |
| CHINA | | Goedkeuring | 03/02/1995 | 03/02/2000 |
| COOK(EIL.) | | Toetreding | 30/06/2003 | 30/09/2003 |
| CUBA | | Toetreding | 25/10/2005 | 25/01/2006 |
| CYPRUS | | Bekrachtiging | 04/02/1998 | 03/02/2000 |
| DENEMARKEN | | Toetreding | 02/12/1991 | 03/02/2000 |
| DOMINICA | | Toetreding | 21/06/2000 | 21/09/2000 |
| DUITSLAND | | Toetreding | 22/06/1995 | 03/02/2000 |
| EGYPTE | | Toetreding | 21/04/1995 | 03/02/2000 |
| EQUATORIAAL GUINEA | | Toetreding | 24/04/1996 | 03/02/2000 |
| ERITREA | | Toetreding | 04/02/2000 | 04/05/2000 |
| ESTLAND | | Toetreding | 20/08/2003 | 20/11/2003 |
| FIJI | | Toetreding | 28/07/2004 | 28/10/2004 |
| FINLAND | | Aanvaarding | 17/12/1999 | 17/03/2000 |
| FRANKRIJK | | Goedkeuring | 28/02/1992 | 03/02/2000 |
| GEORGIE | | Toetreding | 25/08/1995 | 03/02/2000 |
| GRENADA | | Toetreding | 28/06/2004 | 28/09/2004 |
| GRIEKENLAND | | Bekrachtiging | 19/07/1994 | 03/02/2000 |
| VERENIGD KONINKRIJK | | Toetreding | 08/03/2000 | 08/06/2000 |
| GUATEMALA | | Toetreding | 01/09/2000 | 01/12/2000 |
| IERLAND | | Toetreding | 24/09/2003 | 24/12/2003 |
| IJSLAND | | Toetreding | 12/05/2000 | 12/08/2000 |
| INDIA | | Toetreding | 22/08/2000 | 22/11/2000 |
| ITALIE | | Toetreding | 03/03/1992 | 03/02/2000 |
| JAMAICA | | Toetreding | 02/05/2003 | 02/08/2003 |
| JAPAN | | Toetreding | 24/06/1997 | 03/02/2000 |
| JORDANIE | | Toetreding | 14/10/2003 | 14/01/2004 |
| KOREA (DEM. REP.) | | Toetreding | 08/08/2001 | 08/11/2001 |
| KOREA (REP.) | | Toetreding | 14/11/1994 | 03/02/2000 |
| KROATIE | | Toetreding | 31/01/2000 | 30/04/2000 |

| Staten | Datum authenticatie | Type instemming | Datum instemming | Datum interne inwerkingtreding |
|---------------------------|---------------------|-----------------|------------------|--------------------------------|
| LETLAND | | Toetreding | 07/04/1999 | 03/02/2000 |
| LIBERIA | | Toetreding | 26/02/1997 | 03/02/2000 |
| LUXEMBURG | | Toetreding | 14/02/1991 | 03/02/2000 |
| MALAWI | | Toetreding | 17/12/2001 | 17/03/2002 |
| MALDIVEN | | Toetreding | 20/05/2005 | 20/08/2005 |
| MALTA | | Toetreding | 28/01/1999 | 03/02/2000 |
| MARSHALL (EIL.) | | Toetreding | 16/10/1995 | 03/02/2000 |
| MAURITIUS | | Toetreding | 17/12/2002 | 17/03/2003 |
| MEXICO | | Toetreding | 13/05/1994 | 03/02/2000 |
| MOLDOVA | | Toetreding | 11/10/2005 | 11/01/2006 |
| NEDERLAND | | Aanvaarding | 22/02/1991 | 03/02/2000 |
| NICARAGUA | | Toetreding | 17/12/2004 | 17/03/2005 |
| NIEUW-ZEELAND | | Toetreding | 06/03/2001 | 06/06/2001 |
| NOORWEGEN | | Toetreding | 13/10/1994 | 03/02/2000 |
| OEKRAINE | | Toetreding | 07/10/2005 | 07/01/2006 |
| OMAN | | Toetreding | 17/06/1991 | 03/02/2000 |
| PAKISTAN | | Toetreding | 06/12/2001 | 06/03/2002 |
| PARAGUAY | | Toetreding | 15/06/2004 | 15/09/2004 |
| PORTUGAL | | Toetreding | 12/06/2000 | 12/09/2000 |
| ROEMENIE | | Toetreding | 18/05/2001 | 18/08/2001 |
| RUSSISCHE FEDERATIE | | Toetreding | 18/08/2000 | 18/11/2000 |
| SAINT KITTS EN NEVIS | | Toetreding | 11/06/2004 | 11/09/2004 |
| SAINT VINCENT EN GRENADEN | | Toetreding | 09/10/2001 | 09/01/2002 |
| SAMOA (AM.) | | Toetreding | 18/05/2004 | 18/08/2004 |
| SEYCHELLEN | | Bekrachtiging | 27/09/1989 | 03/02/2000 |
| SIERRA LEONE | | Toetreding | 26/07/2001 | 26/10/2001 |
| SINGAPORE | | Toetreding | 18/08/1999 | 03/02/2000 |
| SLOVAKIJE | | Statenopvolging | 01/01/1993 | 03/02/2000 |
| SLOVENIE | | Toetreding | 03/06/1999 | 03/02/2000 |
| SPANJE | | Toetreding | 10/01/1995 | 03/02/2000 |
| ST. LUCIA | | Toetreding | 20/05/2004 | 20/08/2004 |
| SYRIE | | Toetreding | 20/07/2001 | 20/10/2001 |
| TONGA | | Toetreding | 15/06/2000 | 15/09/2000 |
| TUNESIE | | Toetreding | 13/01/1999 | 03/02/2000 |
| TUVALU | | Toetreding | 30/06/2004 | 30/09/2004 |
| URUGUAY | | Bekrachtiging | 31/07/2003 | 31/10/2003 |
| VANUATU | | Toetreding | 14/09/1992 | 03/02/2000 |
| VENEZUELA | | Toetreding | 17/02/1998 | 03/02/2000 |
| VERENIGDE STATEN | | Bekrachtiging | 01/07/1991 | 03/02/2000 |
| VIETNAM | | Toetreding | 27/05/2002 | 27/08/2002 |
| ZWEDEN | | Bekrachtiging | 04/02/1993 | 03/02/2000 |